

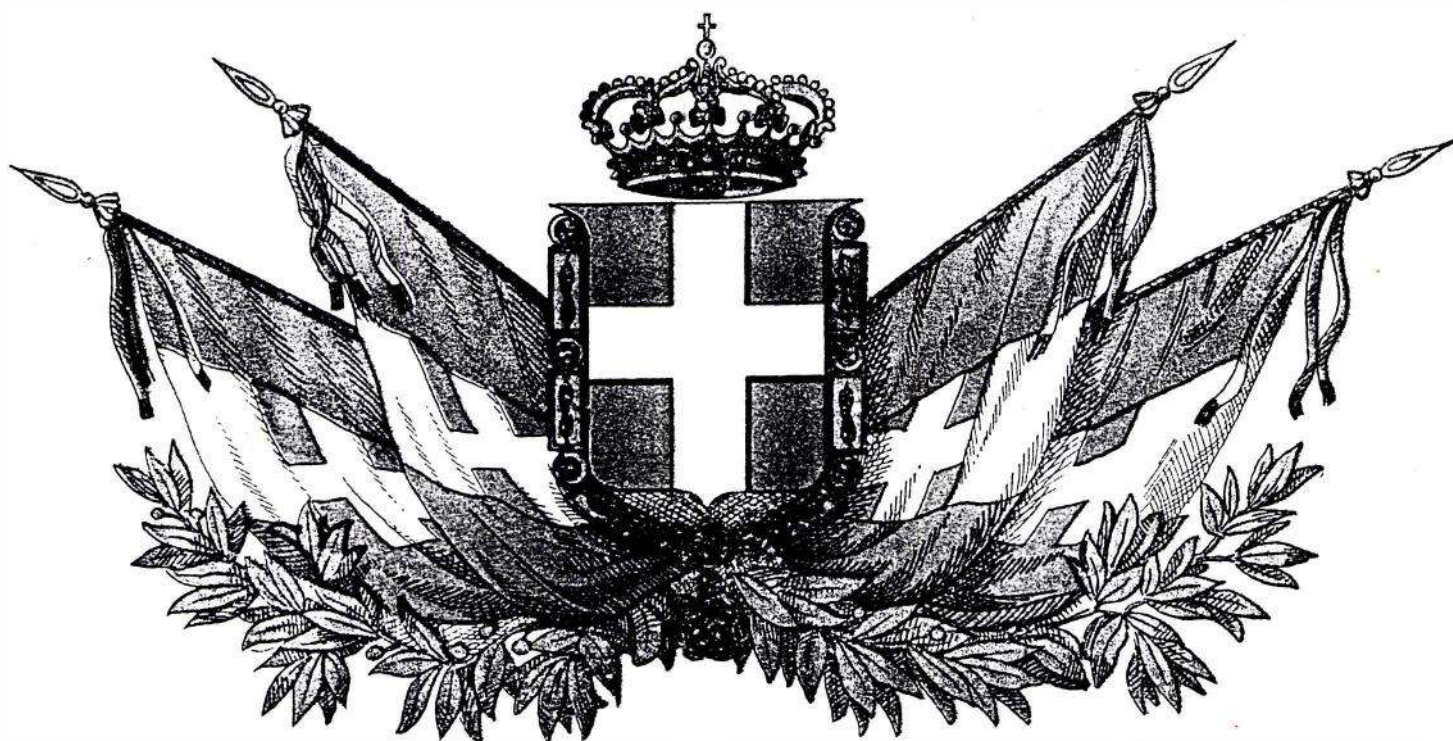
Lys Rouge



Revue trimestrielle

ISSN 0150-4428
Com. parit. : 62187
2^e Trimestre 1992
N° 45 - Prix 25 F

Le paysage royaliste italien



RÉVÉLATION

Tintin royaliste !

MONARCHIE

**L'idée de la souveraineté
partagée**

SOMMAIRE

- ♦ Éditorial : La bêtise p. 3
- ♦ Italie : l'union des monarchistes p. 4
- ♦ Portugal : l'avenir du P.P.M. p. 11
- ♦ Révélation : Tintin royaliste p. 13
- ♦ Débat : De la souveraineté partagée p. 17
- ♦ Zoom : Ceci n'est pas une critique cinématographique p. 25
- ♦ Revue de presse p. 29
- ♦ Courrier p. 31

PUB SPÉCIAL COPAINS...



Dans les désordres de la Libération, autour de Anouilh, Maulnier, Mauriac et quelques autres, un parti pris de dissidence intellectuelle et littéraire s'est cristallisé autour de La Table Ronde. Un animateur : Roland Laudenbach. Une conviction : l'intolérance et l'engagisme politique sont préjudiciables à la littérature.

Pendant les années du sartrisme triomphant, des écrivains qui n'étaient pas tous de droite ont donné une âme aux Cahiers et aux éditions de La Table Ronde : Anouilh, Blondin, Boulanger, Déon, Frank, Freustie, Laurent, Nimier, Pingaud, Vandromme, etc.

Les aléas du conflit algérien ont inscrit cette maison d'édition turbulente, attachante, brinquebalante, sur d'autres rails. Elle a flirté avec Plon, Gallimard puis Grasset, sans perdre son indépendance. Elle reste le symbole d'un état d'esprit singulier : l'humour, le sport, la désinvolture, la poésie, le panache. Bref, l'irrégularité vis-à-vis de l'Ordre, quel qu'il soit.

La Table Ronde, une aventure singulière, est un récit aussi passionnant qu'un match de rugby raconté par Blondin ; un document précieux sur la vie intellectuelle et littéraire française entre la Libération et la fin du gaullisme.

Patrick Louis, universitaire, chercheur, spécialiste des relations entre la vie politique et la littérature au cours des années 40 et 50, a publié à La Table Ronde un livre sur d'autres irréguliers : Skinheads, Taggers, Zulus and C'. Il est également l'auteur d'un essai, Les Royalistes, publié chez Albin Michel.

Prix franco : 110 F (joindre le règlement à la commande)

Le LYS ROUGE 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 Rédacteur en chef : Patrick Louis
 Directeur de la publication : Yvan AUMONT
 Imprimé par nos soins



BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM/Prénom :

Adresse :

S'abonne au «Lys Rouge» à partir du n°

☐ normal un an (4 numéros) 60 F

☐ soutien un an (4 numéros) 90 F

☐ deux ans (8 numéros) 100 F

☐ Tarif étranger un an (4 numéros) 90 F

☐ (plus surtaxe aérienne éventuelle) : 22 F)

Commande des numéros du «Lys Rouge» (voir au dos la liste des numéros disponibles)

Numéros commandés :

Montant total : F

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18.104.06 N Paris

ÉDITORIAL

LA BÊTISE

Le royalisme est-il maudit ? Non, ne souriez pas : c'est une question qui me tarabuste depuis de longs mois déjà. En effet, regardons-nous, et avouons-le : ce n'est guère brillant. Et l'argument, sans cesse répété, des « circonstances qui ne nous seraient pas favorables » me semble de moins en moins convaincant. N'est-il pas une version édulcorée de la théorie du bouc émissaire ? Ce n'est pas nous, c'est la faute aux circonstances. C'est ça, nous sommes les victimes d'un « complot » des circonstances. Vous y croyez, vous ? Oui ? Alors c'est grave. Car après tout, si les circonstances nous sont si constamment défavorables, cela ne veut-il pas dire tout simplement que nous n'avons plus notre place hic et nunc ? Que nous parlons un langage parfaitement incompréhensible pour nos contemporains ? Que nous perdons notre temps dans un temps qui n'est plus le nôtre ? S'il en est ainsi, stop : on rentre chez soi, on se débouche un bon vin, on se mate un porno, et on réfléchit à la meilleure façon possible de gagner un maximum de pognon en un minimum de temps. Et vogue la galère !

Non, moi je crois à la malédiction du royalisme. Quand je dis

« malédiction », je pense à un manque d'être qui conduit inéluctablement à la bêtise (« *La Bêtise* », un beau livre d'André Glucksmann). Regardons-nous, nous d'abord, la *Nouvelle Action Royaliste*. Nous étions contre l'Europe de Giscard, et nous sommes pour l'Europe de Mitterrand. Pourquoi ? Parce que Mitterrand n'est pas Giscard ! Bel argument, en vérité. Ce qui était maléfique avec l'un devient bénéfique avec l'autre, selon un tour de passe passe qui m'échappe tout à fait. On me dit que ce n'est pas ça, que la conception de l'Europe de Mitterrand est radicalement différente de celle de VGE. Ah bon ? Mais comment se fait-il alors que l'on retrouve sur la même estrade, pour défendre le même projet, Giscard et la très mitterrandienne Elisabeth Guigou ? Je ne comprends pas. Je dois être bête. A moins que la bêtise soit ailleurs...

Regardons maintenant nos adversaires coutumiers en royalisme, je veux dire la *Restauration Nationale*. Les choses semblaient bouger là-bas. « *Aspects de la France* » était devenu « *l'Action française hebdo* », et y fleurissait de-ci de-là des articles tout à fait intéressants. Et puis, patatras, vint l'affaire Touvier. Que voulez-vous, quand on a le goût des causes foireuses... Je retrouve un texte de Léon Daudet, un texte de 1919 : « Si les Allemands l'avaient emporté, savez-vous ce qui se serait passé ? La France aurait été divisée en deux parties, et je ne veux pas savoir dans laquelle aurait été la plus grande. D'une part nous aurions eu la Résistance : ceux qui auraient offert leur vie, comme rançon de « l'honneur perdu », l'autre moi-

tié de l'infortunée nation française aurait été constituée par les lâches, les temporisateurs, les poltrons de toutes sortes, qui auraient accepté le joug germanique... » En 1940, les Allemands ont gagné... Et je suis triste, gros Léon, car ceux qui se prétendent tes héritiers défendent ces poltrons, avec semble-t-il une affection toute particulière pour ceux qui ne se contentèrent pas d'être lâches mais mirent toute leur vigueur à devenir des salauds. Je suis triste. La bêtise, encore.

Et les autres ? Les pseudo-légitimistes : des arguties juridiques à n'en plus finir, des références comminatoires à des règles abandonnées depuis des siècles, des débats dérisoires au milieu d'un nuage de poussière où se perdent des esprits parfois brillants - leur Billancourt, c'est la Faculté de Droit. Les Providentialistes : ils attendent que le Ciel s'entrouvre et que Dieu descende sur la terre de France pour désigner le vrai Roi. Ils ont leurs preuves : des visions de pauvres folles hystériques qui semblent avoir été inventées par l'Union Rationaliste pour déconsidérer l'Eglise. La bêtise, la bêtise, partout la bêtise.

Ca suffit. Balançons tout ça : les médiocres calculs politiques, les nostalgies douteuses, et tout le fatras d'une religiosité malade. Et réfléchissons, sans complexe et sans complaisance. Nous nous sentons très seuls, mais nous ne sommes pas orphelins. Nous sommes riches de toute une histoire. Refusons le confort trompeur de tous les exils. Regardons le monde qui nous entoure, et réfléchissons à ce que nous autres royalistes nous pouvons lui donner.

Patrick LOUIS

Italie

L'UNION DES MONARCHISTES

Le panorama des mouvements royalistes italiens a toujours été assez complexe et il était bien difficile à un royaliste français de s'y retrouver. Néanmoins jusqu'à la mort du roi Humberto II en 1983, l'Union monarchiste Italienne (U.M.I.) fédéra les très nombreux groupes régionaux indépendants, les quelques partis royalistes d'envergure nationale ainsi que les nombreux royalistes militant dans d'autres partis ou organisations non royalistes. Mais depuis que l'U.M.I. a été dissoute par le prince Victor-Emmanuel on a vu l'apparition de très nombreux groupes et nous avons perdu tout fil directeur pour arriver à comprendre.

C'est la raison pour laquelle nous sommes heureux de donner ici la traduction (par nos soins) d'un article de Roberto Vittuci Righini paru dans « Alleanza monarchica » (janvier 1992). L'on y voit que si l'unité des royalistes est à l'ordre du jour, le chemin pour y parvenir est encore long...

POSSIBILITÉ ET LIMITES

Le désir d'unité des monarchistes, exprimé lors des congrès de certaines organisations, a rencontré un écho largement favorable auprès des militants de base et chez les monarchistes indépendants.

Unir les monarchistes dans une seule organisation, voilà donc l'espérance qui a caractérisé notre milieu au cours de l'année dernière.

Certes l'union fait la force, comme le dit l'antique adage, mais il convient d'examiner, au-delà de la volonté effective de la



♦ S.M. le Roi Humberto II
(1904-1983).

trentaine d'organisations qui se réclament de la monarchie, s'il existe une possibilité concrète de fusion de tous les royalistes sous un seul sigle.

LES PRÉCÉDENTS

Avant même l'avènement malhonnête de la République en juin 1946 (1), le combat monarchiste avait été mené par le Parti Démocratique Italien, qui devait fusionner ensuite avec le Parti libéral. Le Parti National Monarchiste (PNM), apparu immédiatement après le référendum institutionnel, lui succéda dans les faits et se présenta dès l'automne 1946 aux élections administratives de Naples avec le symbole « Etoile et Couronne ».

Parallèlement, se développa l'activité de l'Union Monarchiste Italienne (UMI) qui avait réuni et amalgamé les groupes Cavour issus de la Résistance.

S.M. le Roi Humberto II, bien que se considérant comme Roi de tous les Italiens, ne fut pas avare de messages chaleureux au Parti Monarchiste (d'abord PNM, puis PDI et enfin PDIUM). En voici quelques exemples :

« Je remercie de leur témoignage de fidélité et de dévotion,

entre tous, ceux qui, à cette heure essentielle, affirmeront ne pouvoir distinguer le sort et la fortune de la Patrie de ceux de la Monarchie. A tous, j'envoie mon salut, mon souvenir affectueux, et l'expression de ma fervente espérance » (extrait du message envoyé par le Roi le 27 juillet 1956 de Bruxelles, au Secrétaire général du PNM, pour la réunion du Conseil National à l'occasion du 10ème anniversaire de la fondation du Parti National Monarchiste).

« Fidèles à leur propre tradition, que les monarchistes soient fiers de tenir une position de première ligne, et d'être toujours les garants, dans le respect des règles démocratiques, de l'unité et l'indépendance de l'Italie » (message envoyé par le Roi, le 8 juin 1949, de Cascais, aux Sénateurs du Parti National Monarchiste).

« En remerciement de l'annonce courtoise de votre prochain congrès, j'envoie mon salut au Parti National Monarchiste et à ceux, dirigeants et militants, qui en ont assuré, jusque là, avec un noble désintéressement et une ferveur passionnée, le destin.

« Je ne puis oublier que cette jeune force politique, dont le bref mais intense passé augure d'un bel avenir, a eu le mérite de relever, la première, en des temps obscurs, la bannière de l'antique fidélité, et a conduit ses batailles sans contrevenir un seul instant aux lois de l'Etat, démontrant ainsi son respect de l'intérêt suprême de la Patrie » (message envoyé par le Roi le 6 novembre 1949 de Cascais, à la Junte exécutive du Parti National Monarchiste).

« Alors que d'autres monarchis-

tes ont choisi, lors des compétitions électorales d'après le référendum du 2 juin 1946, les partis répondant à leurs diverses conceptions politiques, vous représentez ceux qui font prévaloir avant tout la forme institutionnelle monarchique de la Patrie, constituée en royaume voilà juste un siècle, grâce au travail et au sacrifice de tant d'hommes, auxquels va ma reconnaissance éternelle » (mes-

ALLEANZA MONARCHICA



**MESSAGGIO DI CAPODANNO
DI S.A.R. IL PRINCIPE
VITTORIO EMANUELE**

L'UNIONE DEI MONARCHICI

Il Principe Vittorio Emanuele III, in un messaggio inviato ai monarchici italiani, esprime il suo orgoglio per la loro fedeltà alla tradizione monarchica e il loro impegno politico. Egli sottolinea l'importanza di mantenere l'unità e l'indipendenza della Patria, e di aderire alle regole democratiche. Il messaggio è indirizzato ai monarchisti italiani, ma ha un'importanza più ampia, in quanto rappresenta l'opinione del Re sulla politica monarchica.

♦ **Le numéro d'« Alleanza monarchica » dont a été extrait le présent article.**

sage envoyé par le Roi le 21 avril 1959 de Cascais, pour l'unification du Parti National Monarchiste et du Parti Monarchiste Populaire dans le Parti Démocratique Italien).

Le Roi considérait donc les dirigeants et les adhérents du Parti Monarchiste comme les « *plus fidèles et plus dévoués* », ceux qui « *ne pouvaient distinguer le sort et la fortune de la Patrie de celle de la Monarchie* », « *fiers de tenir une position de première*

ligne », faisant « *prévaloir avant tout la forme institutionnelle monarchique de la Patrie* », ayant « *le mérite de relever en premier la bannière de l'antique fidélité* », à l'opposé des monarchistes qui « *ont choisi dans les compétitions électorales d'après le référendum du 2 juin 1946 les partis correspondant à leurs diverses conceptions politiques* ».

Ceci vaut d'être rappelé, sans pour autant négliger les mérites de ceux qui ont combattu pour la monarchie en dehors du Parti, car trop nombreux sont ceux qui, de bonne ou mauvaise foi, soutiennent le contraire.

Parallèlement au Parti, comme on l'a dit, opérait l'U.M.I., qui réunissait des monarchistes de tous les Partis, le Parti Monarchiste compris.

L'importance et la prééminence du Parti Monarchiste et de l'Union Monarchiste Italienne était telles que les tentatives de constituer d'autres organisations monarchistes furent sporadiques, temporaires et tout à fait infructueuses, exception faite du Parti Monarchiste Populaire, issu d'une scission du PNM, avec lequel il devait toutefois renouer en se fondant dans le Parti Démocratique Italien.

Le 27 février 1970, le P.D.I.U.M. disparut au terme d'un congrès tenu à l'E.U.R. (quartier de Rome fondé par Mussolini, n.d.t.) à Rome, qui vit l'opposition ferme et tenace d'un courant minoritaire constitué quelques mois auparavant au cours d'un congrès tenu à Bologne et qui avait pris la dénomination d'Alliance Monarchique. Une fois l'issue du congrès certaine, le jour

précédent, c'est-à-dire le 26 février, l'Alliance Monarchique, pour ne pas prendre part au vote qui devait entériner la disparition du Parti, abandonna les assises, se réunit dans une pièce voisine et décida de prendre contact avec l'U.M.I. pour demander son entrée dans celle-ci. Aussi incroyable que cela puisse paraître, nonobstant le fait qu'il était déjà établi que le Parti disparaîtrait, le siège de L'U.M.I., Via Rasella à Rome, était désert, personne ne répondit aux tentatives réitérées de contact et l'Alliance Monarchique commença son activité comme mouvement politique autonome.

L'U.M.I.

Jusqu'à la mort du Roi Humberto en mars 1983, les organisations monarchistes pouvaient se compter sur les doigts d'une main, mais successivement, avec le démembrement et la dissolution de l'U.M.I. (demeurée active seulement au sein de quelques comités, comme celui de Milan), elles se mirent à proliférer.

Jusqu'à leur disparition, le Parti et l'U.M.I., bien qu'autonomes, assuraient par leur prééminence une sorte d'unité des monarchistes. Se retrouvaient dans le premier ceux qui se battaient à visage découvert exclusivement pour la Monarchie, et dans la seconde ceux qui se battaient, étant en même temps inscrits dans d'autres Partis, non seulement pour la

Monarchie mais aussi pour ceux-ci.

La multiplication des sigles monarchistes, à partir de 1983, a donc été déterminée par :

- a) l'incapacité de l'U.M.I. (engagée par certains dirigeants dans l'absurde velléité de se mêler et de vouloir décider, contre la loi et la nature, de l'ordre de succes-

comme « la maison des monarchistes ».

Cet état de chose a libéré l'ambition de quelques-uns qui, privés de la capacité et des moyens d'émerger dans d'autres organisations, ont trouvé comme mode de recourir au système ridicule de faire imprimer quelques centaines de feuilles à en-tête, pour s'affirmer comme responsables de mouvements purement fantaisistes.

UNIFICATION

Une fois admis que le ridicule et l'ambition ne sont pas des préoccupations étrangères aux monarchistes (la recherche des décorations, même de pseudo-ordres notoirement fantaisistes, et l'exhibition de ces médailles lors de manifestations monarchistes, en sont une preuve), il reste que toute tentative d'unir les monarchistes demeurera infructueuse tant qu'une organisation n'arrivera pas à assurer sa prééminence, à démontrer ainsi l'inanité de cette multiplication de sigles, et à souligner l'irréalité de ces pseudo-organisations, non seulement aux yeux des royalistes mais surtout aux yeux de leurs adversaires.

La fusion des quelques organisations monarchistes sérieuses et effectivement actives pourrait représenter une première étape. La seconde devrait consister en un rappel à l'ordre de ceux qui, bien qu'occupant des responsabilités



sion au Trône) de se maintenir compacte et unie, et d'empêcher ainsi que soient rendues publiques les luttes internes et les fractures qui ont jeté un discrédit sur tous les monarchistes et porté un grave préjudice à la cause.

- b) l'absence de prédominance, une fois l'U.M.I. évanouie, d'une organisation sur les autres qui lui aurait permis de s'affirmer de manière prioritaire et unique

élevées dans de grandes organisations, n'ont pas hésité à en créer d'autres à caractère personnel, qu'il s'agisse de « Centres d'Etudes », de « Congrès » ou encore de publications variées.

A ce sujet, il ne resterait qu'à compenser les pertes de « Présidences » ou de « Secrétariats nationaux ou généraux » des « fondateurs » des mouvements et groupes de fantaisie, par l'octroi de quelques charges honorifiques ou « de prestige » ou, à la limite, par quelques décorations authentiques, à ceux qui en manifesteraient l'ambition.

Tout ceci, géré correctement et intelligemment, pourrait et devrait être faisable.

LA LISTE BLEUE

A ce moment surgit pourtant un autre problème. Comme on l'a vu, jusqu'en 1970, il existait un Parti monarchiste qui s'était manifesté avec plus ou moins de bonheur sur la scène politique italienne ; un Parti qui était présent dans les Assemblées élues, assurait la formation des cadres royalistes, et tenait ferme notre idéal, dont l'affaiblissement a commencé justement avec la disparition de ce Parti.

Après 20 ans d'absence des compétitions électorales, en 1990, une liste monarchiste s'est de nouveau présentée aux suffrages, la Liste Bleue, qui, dans la province de Turin, a recueilli plus de

5000 voix - ce qui est tout à fait insuffisant pour obtenir des élus, mais de toute façon supérieur au nombre des inscrits à l'une quelconque des organisations monarchistes aujourd'hui en activité en Italie, ceci même sans prendre en compte le fait que de nombreux monarchistes sont détenteurs de cartes de plusieurs mouvements.

Présentée par l'Alliance Monarchique, la Liste Bleue, qui a par la suite pris la dénomination « Liste Bleue Monarchiste pour l'Europe », a poursuivi son action en réunissant diverses organisations qui ne se contentent pas de mettre en avant une simple activité associative, mais qui entendent entrer sur la scène politique. Bien que gênée par la loi d'août 1990, qui a décuplé le nombre de signatures nécessaires aux formations extra-parlementaires pour participer aux élections, la « Liste Bleue » ira de l'avant pour « relever la bannière de l'antique fidélité », malgré le faible soutien de ceux qui sont élus sur d'autres listes grâce à des voix monarchistes.

Formation politiquement neuve, avec à peine deux ans d'existence, la « Liste Bleue », aura bien du mal à se présenter aux prochaines élections politiques, mais elle le fera certainement aux prochaines élections administratives. Elle regroupe déjà de nombreux sympathisants, et en particulier des jeunes qui s'engagent d'abord et



♦ S.A.R Victor-Emmanuel IV, la princesse Marina et son fils Emmanuel-Philibert, prince de Venise.

avant tout pour la monarchie, rejetant les autres listes, toutes républicaines.

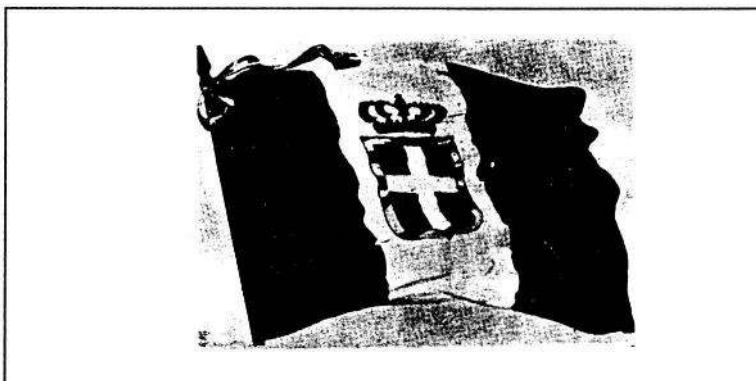
Pour la « Liste Bleue », qui est le bras politique des monarchistes italiens et qui ne peut, de par ses statuts et son choix stratégique, se limiter à faire du simple « associationnisme », comment s'insérer dans la problématique de l'organisation qui doit unir tous les monarchistes ?

La réponse est simple, elle le pourrait seulement à la condition précise et inéluctable que cette organisation assume l'engagement statutaire de soutenir exclusivement la Liste Bleue, où qu'elle se présente aux élections, avec la possibilité d'indiquer les candidats des autres partis ou listes seulement là où la « Liste Bleue » n'est pas présente.

On admet facilement qu'une telle condition n'est pas extravagante mais qu'elle est au contraire logique et « de devoir », étant clair qu'il n'est pas non plus imaginable qu'un groupe, courant ou partie d'une organisation politique, qui contribue à la diffusion et à l'affirmation de notre Cause, puisse, justement lorsqu'elle aura majoritairement besoin de l'appui de l'organisation mère, venir vers elle, se présenter sur le même plan que les candidats des autres partis ou mouvements concurrents.

(NdT : Tout ceci et ce qui suit, pour un Français, royaliste ou non, paraît bien obscur, mais cette « obscurité », qui rend possible tous les compromis, semble « consubstantielle » à la vie politique italienne...)

Seulement donc, avec un engagement clair et statutaire de ce type, la « Liste Bleue » pourra renoncer à sa propre autonomie et indépendance, sans quoi une quelconque invitation à renoncer à ces prérogatives devrait nécessairement être interprétée comme une



tentative de tromperie, destinée à se transformer en période électorale en véritable trahison. Que ceci soit tout sauf évident est très logique, en ceci qu'il y eut dans certains domaines, et en tout cas dans le domaine politique, des cas et des exemples de caractère et de contenu contraires. L'union souhaitée des monarchistes, si elle se peut obtenir, devra donc être conçue, dès l'origine, sur des bases de sérieux, qui ont manqué trop de fois entre les monarchistes, et qui, si elles n'étaient pas respectées, transformeraient

l'union en une fiction éphémère, génératrice ensuite d'ennuis encore plus grands et insurmontables.

SOLUTIONS POSSIBLES

Si on ne peut ni ne veut assumer un tel engagement, il ne reste plus qu'à espérer un retour à la situation précédant 1970, avec l'union de toutes les organisations actuelles, à l'exception de la « Liste Bleue », qui à son tour réunira tous les royalistes qui entendent faire de la politique active sous les couleurs monarchistes.

Il va de soi que cette dernière solution n'exclut pas la possibilité d'accords entre les deux formations pour une action ou des manifestations communes de caractère et de contenu exclusivement monarchiste, dans le respect des autonomies relatives,

pour redonner une crédibilité aux monarchistes et pour une relance effective de cet idéal très élevé auquel nous tenons tous, même avec des stratégies diverses.

*Traduit par les soins
du Lys Rouge.*

(1) Les résultats du référendum du 2 juin 1946, établissant la République (12.717.923 pour, 10.719.284 contre) ont toujours été contestés par les monarchistes.

Présentation d'« *il pungolo* »* revue monarchiste italienne

* « l'aiguillon »



SOMMARIO

CULTURA E POLITICA	PAG. 3
LETTERA IN REDAZIONE	" 4
MESSAGGIO DI CAPODANNO DI S.M. VITTORIO EMANUELE IV	" 5
MESSAGGI SOVRANI D'EUROPA PER CAPODANNO	" 6
NE VALE LA PENA (Pierluigi Arcidiaccono)	" 7
IL RISVEGLIO (Gianluigi Chiaserotti)	" 8
SOVRANI DEI POPOLI (Matteo C. Sullivan)	" 10
MODESTA PROPOSTA PER PREVENIRE GRAZIE AL RE LA "DECOSTRUZIONE" (Giuseppe L. Fasola)	" 11
NATALE, GIORNO DELLA INCORONAZIONE (Enrico E. Clerici)	" 14
LIBRI RICEVUTI	" 15
TRENI PERDUTI (Giancarlo Cervetti)	" 16
IL RE (Charles Maurras)	" 17
STAMPA MONARCHICA	" 19

Direttore responsabile
Giuseppe L. FASOLA

Redazione

Pierluigi ARCIDIACCONO
Giancarlo CERVETTI
Gianluigi CHIASEROTTI
Enrico E. CLERICI
Matteo C. SULLIVAN

Aut. Tribunale Milano
N. 407 del 15/09/1984

edito da

Associazione
AMICI DELLA CORONA FERREA
Via Donizetti, 45
20122 MILANO tel. 02/780848

Anno IX N. 9 Nuova Serie

Tipografia: Gianni Fovana & C
Via Pastrengo, 608 - OMEGNA (NO)

CULTURA E POLITICA

Attivisti monarchici considerano certi nostri articoli "politicamente inopportuni" perché sollevano questioni che per loro dovrebbero restare sepolte come dei "tabù". Noi che, come Antonio Gramsci e Benedetto Croce, crediamo nel primato della cultura sulla politica non intendiamo cambiare indirizzo alla rivista la cui funzione è quella di trattare delle "cose monarchiche" con una visuale di 360 gradi. L'aver dato su "Il Pungolo" spazio a monarchici di ogni tendenza è il nostro modo di far cultura. Noi pensiamo che solamente rafforzando con la ragione la fede monarchica sarà possibile creare una classe politica veramente tale.

Facciamo nostre pertanto le parole di Antonio Gramsci, fondatore del Partito Comunista Italiano: "Si parla di capitani senza esercito; ma in realtà è più facile formare un esercito che formare dei capitani. Tanto è vero che un esercito già esistente è distrutto se vengono a mancare i capitani, mentre l'esistenza di un gruppo di capitani, affiatati, d'accordo tra loro, con fini comuni, non tarda a formare un esercito anche dove non esiste".

LA REDAZIONE

Associazione

AMICI DELLA CORONA FERREA
Gruppo di Difesa e Diffusione della Cultura Monarchia
Via G. Donizetti, 45 - 20122 MILANO - Telefono (02) 780848

Fondata il 5 ottobre 1983 col preciso intento dei soci fondatori di mettere a disposizione le esperienze di studio inerenti la Monarchia con una visione mondiale pur anteponendo quale primario impegno la difesa del legittimismo dinastico italiano. Gli Amici della Corona Ferrea si radunano periodicamente in «gruppi di studio» per qualificare, con contenuti culturali, la fede che da sola non è sufficiente per dare dignità alla battaglia monarchica. Nell'Associazione sono ammessi i monarchici di ogni tendenza ideologica disposti ad impegnarsi con lo studio all'elevazione culturale propria ed altrui.

Presidente: conte ENRICO E. CLERICI
Segretario gen.: cav. GIANCARLO CERVETTI

IL PUNGOLO

Via G. Donizetti 45 - 20122 MILANO - Telefono (02) 780848

Il Pungolo è l'organo dell'Associazione Amici della Corona Ferrea e come tale non è espressione di un'unica posizione ideologica ma cerca di favorire e garantire ogni tendenza culturale al di fuori degli schematismi. Lo scopo di questo Periodico è quello di valorizzare ciò che unisce tutti i Monarchi contribuendo al superamento delle divisioni.

Il Pungolo non potendo contare su alcuna forma di finanziamento fa appello alla generosità dei lettori affinché, attraverso il loro contributo economico possa essere sempre migliorato e maggiormente diffuso.

I contributi debbono essere versati a mezzo:

- Assegno Bancario o Circolare, Vaglia Postale
- Intestati a: ASS. AMICI DELLA CORONA FERREA ed indirizzati in via Donizetti, 45 - 20122 MILANO
- Conto Corrente Postale N. 11899200 intestato CERVETTI GIANCARLO via Fiori Oscuri 7 - 20121 MILANO
- Specificando nella causale: Contributo per «IL PUNGOLO»

PUBBLICAZIONI

Giuseppe L. Fasola, TORNIAMO ALLO STATUTO * * * * * L. 10.000
Matteo C. Sullivan, PERCHÉ MONARCHICO? * * * * * L. 10.000

L'ILLUSTRAZIONE IN COPERTINA riporta le insegne conferite agli Imperatori del Sacro Romano Impero, all'atto della loro incoronazione: la CORONA risalente ai Sovrani Sassoni (962), il GLOBO SORMONTATO DALLA CROCE, risalente all'incoronazione di Enrico il Santo (1014) e lo SCETTRO d'epoca Sveva.



MESSAGGIO DI CAPODANNO DI S.M. VITTORIO EMANUELE IV

ITALIANI!

Abbiamo vissuto un anno carico di eventi, dai quali l'Italia e il mondo trarranno certamente i loro nuovi assetti per il futuro. In particolare, per la nostra amata Patria è ormai indispensabile realizzare una nuova organizzazione istituzionale che restituisca i partiti al loro corretto ruolo politico e riconosca ai cittadini le condizioni per una partecipazione più compiuta e consapevole.

Possiamo tutti, noi Italiani, di qualunque fede politica, essere lieti del contributo che stiamo recando a questo fermento rinnovatore, in un'atmosfera di civile confronto e di alta maturità democratica.

Gli auguri più fervidi, miei e di Casa Savoia, accompagnino gli sforzi di tutti gli Italiani, per realizzare nel nuovo anno ogni auspicato obiettivo nelle famiglie, nella cultura, nella produzione, in modo da mantenere alto il nome della Patria nella comunità delle nazioni. Alle Forze Armate impegnate in missioni di pace fuori dai confini, alle forze dell'ordine e della giustizia, alla scuola e al lavoro, il ringraziamento e l'auspicio di un impegno vieppiù fecondo per lo sviluppo spirituale, civile ed economico.

VITTORIO EMANUELE

GINEVRA, 31 dicembre 1991

La presse royaliste italienne d'après « il pungolo »

STAMPA MONARCHICA

Per favorire i nostri lettori nell'ampliamento della loro conoscenza del mondo monarchico italiano segnaliamo una serie di pubblicazioni attualmente edita da varie Organizzazioni che possono essere richieste agli indirizzi indicati. Ripromettendoci di ampliare questo elenco nel prossimo numero, invitiamo tutti coloro che ne sono a conoscenza a segnalarci altre testate coi relativi recapiti.

ALLEANZA MONARCHICA, mensile della *Lista Azzurra-Monarchici per l'Europa e dell'Alleanza Monarchica*, Direttore Roberto Vittucci Righini. Casella Postale n. 1 - 10100 Torino Centro. C.C.P. n. 30180103

A cura di Alleanza Monarchica: rubrica di attualità politica su TELEVOX (emittente televisiva) Canale 29 ogni mercoledì ore 21 - replica sabato ore 16.

ANTISISTEMA, periodico di politica, Direttore Pietro La Gattuta. Casella Postale n. 252 - 70100 BARI - C.C.P. n. 20163705

FERT, agenzia di informazioni politiche, Direttore Sergio Boschiero. Organo del *movimento monarchico FERT*. Via L.V. Bertarelli n.146 -Roma- ccp 50682004.

IL PUNGOLO, rivista di cultura monarchica degli *Amici della Corona Ferrea*, Direttore Giuseppe L. Fasola. Via Donizetti n. 45 - 20122 MILANO. C.C.P. n. 11899200 intestato Cervetti Giancarlo - Via Fiori Oscuri n. 7 - 20121 MILANO.

L'ALTRA ITALIA bimestrale di politica, attualità e cultura, Direttore Antonio Del Papa, periodico del *Movimento Monarchico Italiano*. Piazza Pasquale Paoli n. 3 - 00186 ROMA C.C.P. n. 62205000.

NOTIZIE MONARCHICHE, periodico nazionale del *Movimento Monarchico Italiano* Direttore Giulio Solci Scarpi. C.so Vittorio Emanuele II n. 65 - 10182 TORINO - C.C.P. n. 21419106.

NUOVE SINTESI, trimestrale di cultura e politica, Direttore Michele D'Elia. Via Val di Fiemme n. 16 - 20128 MILANO.

OPINIONI NUOVE, periodico mensile politico culturale, Direttore Vittorio Castellani. Via Facciolati n. 88 - 35100 PADOVA. C.C.P. n. 14558357.

SAVOIA, quadrimestrale del *Gruppo Savoia*, Direttore Franco Mattavelli. Casella Postale n. 1233 - 20101 MILANO.

TRIBUNA POLITICA, periodico indipendente di informazione politica e cultura. Direttore Franco Sausa. - V.le Maria SS. Mediatrice n. 130 - 90129 PALERMO - C.C.P. n. 10167906.

UNIONE MONARCHICA, bollettino dell'*Unione Monarchica Italiana Alta Italia di Milano*. Direttore Pier Alfredo Venezia. Via Donizetti n. 45 - 20122 MILANO

BERGAMO MONARCHICA, bollettino del *Movimento Monarchico Italiano* di Bergamo. Via Moroni n. 137 - 24100 BERGAMO.

L'AZZURRO, periodico di propaganda della *Lista Azzurra*, Direttore: Rodolfo Gattai - C.P. 1308 - 50100 FIRENZE

PORTUGAL

L'AVENIR DU P.P.M.

Depuis longtemps déjà nous n'avions eu de nouvelles de nos amis portugais du Partido Popular Monarquico. Un article paru dans l'EXPRESSO du 14 mars 1992 vient quelque peu combler cette lacune et donne quelques éclairages sur la grave crise que traverse le PPM.

Le congrès du PPM confirme Cardoso da Silva dans ses fonctions

« Un parti ne se suicide pas »

« Ils n'ont même pas réussi à changer le nom du parti », s'exclamait désillusionné un défenseur de la motion visant à proposer un référendum sur la dissolution du PPM, après le XV^e Congrès du parti qui s'est tenu à Porto le week-end dernier.

Néanmoins, dimanche soir, déjà presque tous ceux qui défendaient la fin du PPM avaient abandonné les sessions de travail. Le jour précédent, le président du directoire du PPM,

Nuno Cardoso da Silva, avait vu sa motion présentée sous le nom de « la volonté d'être libre » être approuvée et avait ainsi mis en déroute ceux qui exprimaient la volonté de pouvoir, depuis l'intérieur du parti, « mettre fin pacifiquement à une institution dont l'existence n'a déjà plus de sens ».

Insultes et menaces de heurts physiques

Parmi les défenseurs d'une « mort digne » du parti se trouvaient nombre d'« historiques » du PPM. Beaucoup d'entre eux n'assistaient pas au congrès de Porto et ont préféré exprimer auparavant leur position : ou bien le PPM cesse d'exister ou nous quittons le PPM.

Henrique Barrilero Ruas, l'un des fondateurs du parti il y a dix-huit ans, est arrivé à être le porte-parole de ceux qui pensent que « le PPM en vient à être préjudiciable à la cause monarchique » et a fini par annoncer sa démission après que sa motion a été rejetée. Avec lui partirent également Gonçalo Ribeiro Teles et Luis Coimbra, alors que plusieurs membres du Conseil Municipal de Lisbonne quittaient le PPM en bloc, dénonçant les illégalités commises par le président du parti.

Au centre de la polémique se trouve le fait que le Comité du Congrès n'a pas accepté d'intégrer certains militants, prétextant qu'ils n'avaient pas le quota nécessaire. Miguel Esteves Cardoso, qui n'était pas à Porto, avait envoyé une motion qui n'a pas pu être discutée pour les mêmes raisons. Tout ceci a causé le chaos dans la salle et une partie du Congrès fut consacrée à débattre la question des quotas, au milieu des insultes et menaces de confrontation physique.

Acclamer le roi ou demander son appui ?

Nuno Cardoso da Silva n'a eu de cesse de répéter qu'il ne croyait pas à la mort du PPM : « un parti ne se suicide pas », a-t-il expliqué. Cependant, il a reconnu que le sien avait cessé de fonctionner et qu'il était nécessaire de le revitaliser, en en réorganisant les structures et en définissant de nouvelles stratégies.

Il en vint même à proposer de débattre des questions essentielles de l'intervention politique, mais l'atmosphère agitée du

Congresso do PPM confirma Cardoso da Silva

« Um partido não se suicida »

«NEM sequer conseguiu mudar o nome ao partido», exclamava desilusionado um apoiante do partido que participou num referendo sobre a extinção do PPM, após o XV Congresso do partido, que decorreu no passado fim de semana no Porto. Contudo, no meio de domingo, já quase todos os que aderiram ao fim do Partido Popular Monarquico tinham abandonado as sessões de trabalho. No dia seguinte, o presidente do Directório do PPM, Nuno Cardoso da Silva, viu a sua moção aprovada sobre o futuro do partido, apesar de ser livre e demitido assim que a sua moção pediu a liberdade de, desde o interior do partido, extinguir pacificamente uma instituição que já não faz sentido existir.

Famílias e ameaças de confrontos físicos

Entre os defensores da «morte digna» do partido estavam numerosos «históricos» do PPM. Muitos deles não compareceram ao Congresso do Porto e preferiram declarar previamente a sua posição: ou o PPM deixa de existir ou não abandonamos o PPM. Henrique Barrilero Ruas, um dos fundadores do partido há 18 anos, declarou por ser o porta-voz dos que

Ardear o rei ou pedir o seu apoio?

Nuno Cardoso da Silva disse sempre que não se devia ao nome do PPM: «Um partido não se suicida», explicou. Contudo, acabou por não ter a palavra para a criação de um novo movimento monarchico, reorganizando as estruturas e definindo novas estratégias. Chegou

até a propor o debate a volta das questões monarchicas e acabou por anunciar a sua demissão quando a sua moção foi derrotada. Com ele, seguiram igualmente Gonçalo Ribeiro Teles e Luis Coimbra, enquanto vários elementos da Câmara de Lisboa abandonaram o PPM em bloco, denunciando ilegalidades cometidas pelo presidente do partido. No centro da polémica estava o facto de a Mesa do Congresso não ter aceite a presença de alguns militantes, alegando que não tinham as quotas em dia. Miguel Esteves Cardoso, que não esteve no Porto, tinha enviado uma moção que não chegou a ser discutida pelo mesmo motivo. Tudo isto causou o caos na sala e parte do Congresso foi dedicada a debater a questão das quotas, no meio de insultos e ameaças de confrontos físicos.

Não foi o fim do partido, mas sim o fim de uma era. Nuno Cardoso da Silva disse sempre que não se devia ao nome do PPM: «Um partido não se suicida», explicou. Contudo, acabou por não ter a palavra para a criação de um novo movimento monarchico, reorganizando as estruturas e definindo novas estratégias. Chegou



Nuno Cardoso da Silva continua líder porque o partido não foi extinto: apelo a D. Duarte Nuno para apoiar o PPM e as suas propostas eleitorais

‘Históricos’ abandonaram fileiras

PERTO de duas dezenas de monarchicos entregaram esta semana o seu cartão de militância na sede do PPM. Entre «históricos» e filiais recentes todos reclamam a extinção do partido. Seguem derrotados do Congresso do Porto e agora batem com a porta, anunciando para breve a criação de um novo movimento monarchico, reorganizando as estruturas e definindo novas estratégias. Chegou

A gota de água para a saída do PPM

Henrique Barrilero Ruas deu o pontapé de saída para esta «fuga» dos monarchicos. Devolveu formalmente o cartão do partido ao partido, numa atitude esta a título de exemplo. O dirigente histórico do PPM individualmente. O dirigente histórico do PPM esperou pelo fim do Congresso, assistindo a tudo, mesmo a derrota da sua proposta de referendo interno para extinção do partido. A proclamação de que nasceu a decisão de

abandonar em bloco o PPM veio a surgir precisamente com a derrota em Congresso das teses de Henrique Ruas. Com ele, seguiram igualmente Gonçalo Ribeiro Teles, Miguel Esteves Cardoso, Pedro Ayres de Matos, João Aguiar, João Miguel Fernandes Jorge e Camacho Costa.

Todos entregaram os seus cartões e encerraram a direcção partidária explicando as razões de abandono das lides políticas. Em comum, tem também o facto de concordarem que o PPM se tornou a sua marca histórica e que o seu percurso está agora a caminho do abismo. «Não queremos que o partido morra pelas ruas, desbaratando as suas ideias», dizem recentemente ao EXPRESSO.

A falta de quórum para as suas propostas em sede de Congresso veio precipitar também a demissão em bloco da comissária coordenadora concelhia de Lisboa, Pedro Quaresma Graça e Pedro Telhado, dos dois dirigentes históricos.

abandonaram o Congresso, alegando que a direcção impediu o exercício do voto por procuração de alguns dos filiados. Dias mais tarde, apresentavam formalmente, com Orla Domingues, Gonçalo da Câmara Pereira e João Vaz, o seu pedido de abandono do PPM.

«As saídas não vão ficar por aqui» Os dirigentes consideram que o partido unicamente viciado para a restauração do monarchico, está condenado ao fracasso. E afirmam que «as saídas não vão ficar por aqui». Fontes da direcção de Lisboa garantem ao EXPRESSO que, sem diversos alicerces regionais, começam a surgir pedidos de demissão do partido e mesmo na Juventude Monarquica os abandonos não estão fora de causa.

Rosa Pedrosa Lima





♦ *Luis Coimbra, l'un des « historiques », démissionnaire du PPM, lors d'un « Mercredi de la N.A.R. » il y a quelques années.*

congrès ne permit aucune discussion sérieuse sur quelque sujet que ce soit.

A un moment donné, il y eut même quelqu'un qui proposa que soit déclarée la guerre à la Hollande en raison de la menace que ce pays a toujours représenté pour les Portugais.

Alvaro Dentinho a déclaré qu'il manquait une cause au Portugal, ce qui expliquerait la décadence de la république et qu'il appartenait au PPM de se prononcer au sein de la société civile sur ces idées.

A la fin du congrès, Nuno Cardoso da Silva est apparu dans une position renforcée à la tête d'un parti encore plus réduit qu'auparavant. Cependant, le nom le plus applaudi fut toujours celui du Duc de Bragance. Dans sa motion, le président du PPM demanda que Don Duarte Nuno « appuie plus fermement nos propositions électorales, alors qu'il ne nous est guère possible de rester neutres entre des propositions monarchiques pour l'une et républicaines pour l'autre ». Mais les militants furent unanimes à critiquer cette position : « C'est à nous qu'il revient d'acclamer le nom du roi et non au roi de nous acclamer ».

Les « historiques » ont abandonné les rangs

Près de deux douzaines de monarchistes ont remis leur carte de militant au siège du PPM cette semaine. « Historiques » ou jeunes militants, tous réclamaient l'extinction du parti. Ils ont échoué au congrès de Porto et frappent maintenant à la porte,

annonçant pour bientôt la création d'un nouveau mouvement monarchique, écologiste et régionaliste.

La goutte d'eau

Henrique Barrilaro Ruas a été le déclencheur de cette « fuite » des monarchistes. Il a rendu formellement sa carte du parti mercredi dernier, dans un acte « fait à titre individuel ». Le dirigeant historique du PPM a attendu jusqu'à la fin du Congrès, assistant à tout, y compris au rejet de sa proposition de référendum interne pour l'extinction du parti.

La goutte d'eau qui a poussé la décision de l'abandon en bloc du PPM fut précisément le rejet des thèses de Barrilaro Ruas pendant le Congrès. Avec lui, partirent à la suite, Ribeiro Telles, Miguel Esteves Cardoso, Pedro Ayres de Magalhães, João Aguiar, João Miguel Fernandes Jorge et Camacho Costa. Tous rendirent leur carte et écrivirent à la direction du parti en expliquant les raisons de leur abandon du combat politique. De même, ils sont tous d'accord sur le fait que le PPM a achevé sa mission historique et que son destin est maintenant le chemin de l'abîme. « Nous ne voulons pas que le parti meure dans les rues, en ruinant ses idéaux », disaient-ils récemment à *Expresso*.

Le défaut de quorum concernant ses propositions a provoqué de même la démission en bloc de la commission coordinatrice communale de Lisbonne. Pedro Quartim Craça et Pedro Telhado, deux des dirigeants lisboètes, quittèrent le Congrès, arguant que la direction empêchait les votes par procuration de certains membres. Quelques jours plus tard, ils présentaient formellement avec Otilia Domingues, Gonçalo da Câmara Pereira et João Varas, leur demande de retrait du parti.

Les portes de sortie ne sont pas dans cette direction

Les dirigeants considèrent que le parti, ayant pour unique vocation la restauration de la Monarchie, est condamné au désastre. Ils ajoutent que « les portes de sortie ne sont pas dans cette direction ». Des sources provenant de la municipalité de Lisbonne garantissaient à *Expresso* que « dans plusieurs cellules régionales ont commencé à apparaître des demandes de démission, et même au sein de la jeunesse monarchique, les départs ne peuvent être exclus ».

**Traduit du portugais par
Maxime Schu**
*que nous remercions vivement
pour son aide.*



RÉVÉLATION

Tintin royaliste

Nous remercions notre ami Christian Libens d'avoir bien voulu nous autoriser à reproduire cette nouvelle, initialement parue dans *La Revue Générale* (n° 3 -mars 1991).

Pourquoi m'étais-je fourvoyé dans cette réception-pour-des-gens-du-monde à laquelle un néo-châtelain, qui tient fortune et bonnes fortunes de l'art du mensonge publicitaire, avait convié connaissances et consorts pour faire admirer ses nouvelles acquisitions picturales post-psittacistes ? J'en étais à déguster dubitativement mon verre de Loch Lomond devant une toile quand, tout à côté, un petit groupe d'invités se mit à débattre des mérites artistiques et pécuniaires de ladite peinture.

Sans doute parce que nous n'étions pas loin de Moulinsart, quelqu'un lança :

- Vraiment, ce peintre est promis à un bel avenir... Et sa cote aussi, je crois bien ! D'ailleurs, il me semble que Hergé possédait une de ses toiles dans sa collection...

Une dame d'un âge et d'une poitrine considérable glissa, méditative :

- Comme c'est étrange, cher, ce goût de Hergé pour la peinture avancée, alors qu'il était tout de même plus conservateur dans ses opinions politiques.

Aussitôt, l'interpellation du signifiant en clair-obscur des tableaux psittacistes dut se faire moins incontournable, car le cercle s'agrandit et le ton monta... Louis Marchoff, un quadragénaire écarlate soufflait déjà dans sa moustache :

- Conservateur... conservateur, c'est peu dire ! Ce Tintin distille dans toutes ses aventures une vraie haine des régimes

progressistes et un mépris total pour le prolétariat intern...

Gabriel van Onderwereld, étudiant aux Beaux-Arts, bondit comme s'il allait lui brosser vigoureusement le portrait :

- Vous retardez, vieux stalinien ! Votre dialectique bolcho-marxiste sent le rance et le sang. Au contraire, Tintin...

Charles-Hubert Charles, un cadre commercial encore jeune et encore dynamique, voulut s'interposer :

- Du calme, mon vieux ! On sait tout ça, mais vous devez apprendre qu'il n'est pas très élégant de tirer sur les ambulances...

- Vous oubliez que ces ambulances menaient à l'hôpital psychiatrique ! D'ailleurs *Tintin au pays des Soviets* n'est pas un pamphlet, ni même une caricature comme les sartr-marxistes l'ont raconté : c'était la simple et pure vérité ! Demandez au peuple russe si...

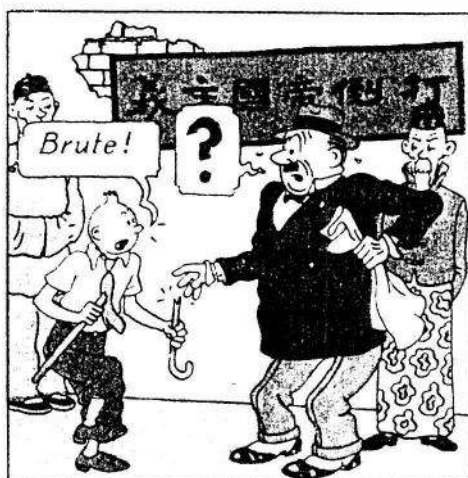
De rage, Marchoff faisait danser les glaçons dans son verre, au risque d'en faire jaillir le précieux Loch Lomond. Il éructa :

- Le peuple, sale petit fasciste ! Je t'interdis de parler du peuple. Et les Noirs ridiculisés, et les Juifs dénoncés ? Tintin est un antisémite, un raciste, un...

La violence de ces propos et les postillons qui les accompagnaient firent se détourner l'assistance de Marchoff.

- Ah ! la politique... Décidément, ce pauvre Marchoff ne se contrôle plus, fit l'un.

- Et puis il est toujours aussi borné, toujours aussi en retard avec l'histoire. Et ses manières sont toujours d'aussi mauvais goût ! fit une autre.



- Déjà quand j'étais étudiant et que je le côtoyais à la cellule culturelle des Amitiés belgo-bordures..., commença le professeur Chérres, le nouveau titulaire de la chaire de Structuralisme des Artéfacts dans une Faculté de la capitale.

Il ajusta ses lunettes, gratta sa barbe courte, toucha le bras nu de sa jeune voisine et jeta un regard... professoral sur l'assemblée avant de poursuivre :

- J'ai jadis fait une thèse là-dessus. Il est bien sûr faux de prétendre que Tintin est un tenant de l'idéologie réactionnaire et raciste. Au contraire, c'est un anti-capitaliste convaincu, qui prône la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est un humaniste qui ne légitime aucun pouvoir constitué. Oui, Tintin est...

- Tintin est royaliste !

Étaient-ce quelques verres de Loch Lomond avalés machinalement pour supporter en silence tous ces commentaires, qui m'avaient surnoisement délié la langue ? « Tintin est royaliste ! » J'avais énoncé là ce qui est pour moi une simple évidence, sur un ton que je voulais de sereine vérité générale, mais que le scotch avait musclé un rien trop fort.

Immédiatement, je vis se crispier d'étonnement les visages alentour et les yeux du prof se coller, incrédules et démesurés, aux verres de ses lunettes. Quelqu'un proposa opportunément :

- Et si on poursuivait ce passionnant débat dans ces fauteuils ? Ils nous tendent les bras... D'autant que la table-buffet n'est pas loin !

Ainsi, nous nous retrouvâmes, le verre à la main et le séant sur des coussins trop mous, en train de déglutir des toasts. Ce qui laissait le temps à chacun de fourbir ses arguments. Nous étions sept : Louis Marchoff, le jeune Gabriel van Onderwereld, Charles-Hubert Charles, le professeur Chérres accompagné d'une étudiante - Fausta, je crois - et Marguerite Rossi, la

plantureuse dame mûre. Et moi, bien sûr.

La conversation recommença fort courtoisement, tandis que Marchoff s'empiffrait, par poignées, de cacahuètes salées et que le jeune van Onderwereld louchait ostensiblement vers les genoux bronzés de Fausta. Peut-être impressionné par les

titres du prof Chérres, je me réfugiai d'abord derrière des avis et des citations de tintinologues distingués. Puis, comme Chérres paraissait plus préoccupé par les sourires que son étudiante offrait à Gabriel que par mes arguments, je m'enhardis à développer des idées plus personnelles.



- Tintin est du côté des gentils, des petits, des faibles, et c'est pour cela qu'il ne peut être que royaliste ! Oscar Pory a écrit que Tintin prône l'aristocratie de l'amitié et de la paix... Tout comme son royalisme est un attachement à la liberté, à la justice, à l'amitié, aux valeurs historiques de notre civilisation. La monarchie syldave est une démocratie... Pour Tintin, la monarchie syldave, c'est la démocratie ! Et ce sceptre, simple objet rescapé des temps anciens dans sa vitrine, devient, brandi par le roi, le symbole de sa légitimité...

Je m'arrêtai un instant, quelque peu vexé par le silence de mes contradicteurs potentiels. Marchoff arrosait ses cacahuètes par de longues lampées de Loch Lomond, et Charles-Hubert consultait son agenda. Un peu déçu, j'allais me lever quand la Rossi vipéra :

- Vous devez tout de même convenir que Tintin a souvent été du côté du manche !

Je n'attendais que cela pour poursuivre :

- Au contraire, chère Madame, toutes les aventures de Tintin ne sont qu'une lutte contre les puissants du jour, contre les élites rapaces et perverses, contre la trahison des clercs... Relisez vos albums ! Presque toujours, pour Tintin, les puissants sont les méchants : le sorcier Muganga, Jorgen, l'aide de camp du roi Muskar XII, des officiers de la gendarmerie syldave, Dawson et... et... euh...

L'effet du scotch opérait différemment sur chaque membre de notre petit groupe. Si je cherchais mes mots, Marchoff, lui, s'assoupissait, tandis que les deux étudiants étaient de plus en plus visiblement amoureux à mesure que le prof Chérres semblait se résigner. Ce fut lui qui me relança :

- Gibbons... W.R. Gibbons ! Mais permettez-moi quand même, pour venir en aide à Madame Rossi, de vous rappeler que Tintin est successivement fait grand conseiller du maharajah de Rawhajpoutalah, chevalier de l'ordre du Pélican d'or du Royaume de Syldavie... Et il est aussi colonel de l'armée san théodorienne !

- Contre son gré puisqu'alors il était ivre, précisa Charles-Hubert Charles en levant son verre.

J'avais repris mes esprits. J'ajoutai, plein d'assurance :



- Tintin devient l'ami du maharadjah de Rawhajpoutalah parce que c'est un bon souverain, juste et généreux, qui lutte contre le trafic international de la drogue. Tout comme Muskar XII est un roi juste et aimé de son peuple...

- Le peuple !... bâilla Marchoff.

- Le peuple a failli le contraindre à abdiquer, coulevra la Rossi.

- Vous savez bien qu'il s'agissait d'un coup d'État monté de toutes pièces par le dictateur bordure et par Müsstler, son complice local. C'étaient eux qui imposaient mots d'ordre et doctrines toutes cuites... Tintin, lui, est systématiquement opposé à toute idéologie totalitaire. Relisez donc *La lame de Didi*, le bouquin de Gérard Mattzkoff...

- Quoi donc ? Vous m'avez appelé ? s'éveilla Marchoff.

- Il y a quelque chose de pourri au Royaume de Syldavie, récita Charles-Hubert en considérant son verre à bout de bras.

Négligeant les interrupteurs, je poursuivis :

- Tintin se méfie des gens comme Didi... Ceux qui veulent vous couper la tête pour vous faire trouver la voie ! Tout comme il se garde des prophètes Philippulus !...

- Mais Tintin ridiculise la République au San Théodoros, reptilisa la Rossi.

A ce moment, Gabriel posa son verre, lâcha le genou de sa jeune voisine et se leva pour énoncer pâteusement :

- Vous savez ce qui ressemble le plus à l'armée san théodorienne ?... Eh bien, les cabinets politiques... Mais si, comptez : 3487 colonels pour 49 caporaux...

Sans relever la plaisanterie, je me tournai à nouveau vers le professeur :

- Le royalisme n'est pas plus un système politique au sens étroit du terme qu'une forme de conservatisme. Le royalisme, c'est la forme naturelle et intemporelle propre à l'organisation de la société des hommes. Le roi, c'est le père ! et...

- Tintin n'avait pas de père, glissa la Rossi.

- Si on veut ! pouffa Charles-Hubert, que le Loch Lomond égayait.



- Eh bien, raison de plus pour qu'il soit royaliste, conclut Gabriel.

Je répétais avec chaleur (le Loch Lomond titre à 45? !):

- Le roi, c'est le père ! Et Tintin, c'est le grand frère éternellement jeune...

Un serveur présentait un plateau de verres. Nous nous en emparâmes. Marchoff émergea :

- Nestor ! apportez plutôt la bouteille... C'est bien du Loch Lomond, hein ?

J'élevai la voix pour continuer :

- J'avoue que, au-delà de tous les arguments favorables à la monarchie syldave, si elle a subsisté, c'est grâce à Tintin... Et, au fond, ici aussi d'ailleurs !... C'est François Fleuve qui a écrit : *La Syldavie, cette Belgique déguisée en pays slave*. Eh bien, en Belgique, tous les lecteurs de Tintin, même les plus gauchistes, même Marchoff, sont secrètement du côté du Roi !

A son nom, Marchoff ouvrit un oeil et la bouche :

- Je ne lis pas Tintin !

- Alors, tant pis pour vous ! car il vous aurait appris des tas de choses...

- Comme la vérité sur les Soviets, interrompit Gabriel.

- Peut-être bien, mais encore et surtout l'histoire des hommes et des aérolithes, la géographie et la sigillographie, le yéti et l'amitié... et puis surtout la vraie vie, une... bonté à vivre !

Ma voix avait un peu coincé, et un silence se fit comme je m'humectais la gorge d'une rasade de Loch Lomond. Est-ce Charles-Hubert qui lança :

- Savez-vous que Tintin et Baudouin ont presque le même âge ?

- Tintin est Gémeaux, précisa la Rossi.

- Tintin et Baudouin ont la même gentillesse, la même amitié pour les petits, le même sens de la justice et du devoir, fis-je.

Le prof Chérres dit rêveusement :

- Voilà un beau sujet de thèse... « Psychanalyse de la gémellité dans le sentiment royaliste de Tintin »...

- Aimez-vous les caramels mous ? s'enquit Charles-Hubert Charles en faisant circuler un petit sachet poisseux.



- Ou encore l'étude comparée de la structure sémantique des devises nationales *Eih Bennek*, *eih blavek* et *l'Union fait la force*, continua le prof Chèrres.

- Je dirais même plus, se réveilla Marchoff.

- Tchang !!! éternua l'étudiante.

Peu à peu, je ne suivis plus la conversation que par bribes ou, du moins, je n'en ai pas gardé le souvenir intégral. Par contre, je me rappelle nettement que le professeur Tournesol répétait :

- Mais non, jeune homme !... Lawrence Durrell disait : *C'est une nécessité biologique que les rois...*

- D'ailleurs Muskar XII a relevé Tintin après l'avoir renversé !

- Je dirais même plus, c'est Tintin qui l'a relevé avant que Muskar ne soit renversé...

- Baudouin, c'est Tintin !

- Je dirais même plus, Tintin, c'est Baudouin...

Etreignant une bouteille de Loch Lomond sur sa poitrine, la Castafiore roucoulait :

- Ah ! je dis... Tintin refuse de vieillir... ah ! je dis... Tintin refuse de vieillir...

- Mais non, c'est Pascal Jardin qui a écrit : *L'enfance, c'est le point d'eau ; on y revient toujours...*

- Un point d'eau ? C'est un mirage, je te dis que c'est un mirage !

- Non ! c'est une machine... Tintin, c'est une machine à arrêter le temps.

- Tintin a réhabilité le mot « gentillesse » dans notre temps cynique...

- Quand on applique l'appareil critique de...

- Oh ! la barbe, professeur ! Votre appareil ne nous intéresse pas.

- Le soir, quand j'étais enfant, Maman me faisait asseoir à ses côtés, elle posait un album sur ses genoux et me lisait les aventures de Tintin pendant que, la tête posée sur son bras, je dévorais des yeux les images...

- Moi, je dévorais les albums sous mes couvertures avec une

petite lampe de poche que je cachais dans mes pantoufles...

- Quand je me mets au lit pour une grippe ou un cafard, je relis tout Tintin... Et je suis bientôt guéri de...

- Tchang !!!

- Il y a un arc-en-ciel dans mon coeur...

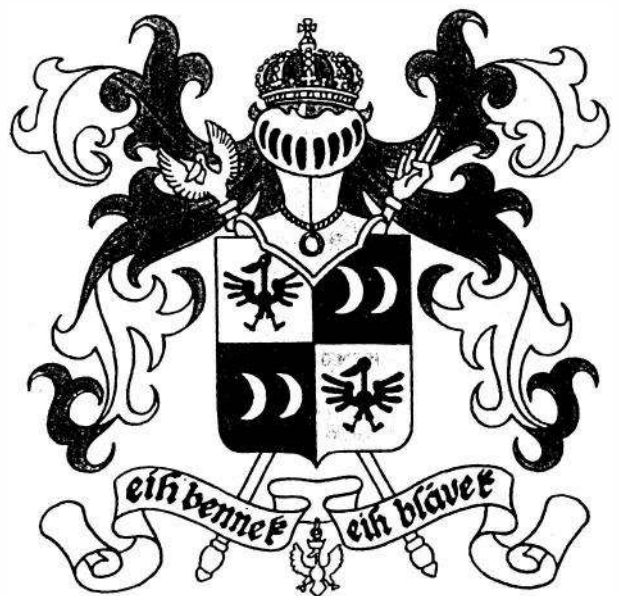
Puis nous chantâmes en chœur, dansâmes de concert, nous écroulâmes de conserve. Enfin, je crois que j'eus encore la force de hurler :

- A l'abordage ! Et que le grand cric croque tous les ectoplasmes de zouaves, tonnerre de Brest !

Quand je me réveillai, j'avais mal aux cheveux et ma barbe avait poussé. Un peu. Perché sur le bras du fauteuil, un petit chien blanc me léchait la main avec gentillesse.

Christian LIBENS

Écrivain à la production très variée (romans, nouvelles, scénarios, poèmes, essais, bandes dessinées, guides touristiques...), professeur, secrétaire d'Alexis Curvers, Christian Libens est également un tintinophile aussi spirituel qu'averti.



De la souveraineté partagée

Bien plus qu'une véritable réponse, ce texte de F.-M. Fleutot est une longue réflexion à partir du court essai consacré aux « Politiques » que Jean Saint Ellier a bien voulu confier au Lys Rouge. On y verra battues en brèche un certain nombre d'idées reçues sur la Monarchie d'Ancien Régime.

Lettre à
Monsieur Saint Ellier

Monsieur,

Dans une série d'articles (*Lys Rouge* N° 41, 42, 43) consacrée à « l'importance des idées dans le comportement humain », vous retracez succinctement quatre siècles de débats et de combats monarchistes. Vous prenez comme source les discussions qui entourèrent la nature et l'exercice du pouvoir royal pendant le triste temps des guerres de religion. Vous esquissez une explication du rôle des « politiques ou mal contents ». Poursuivant, vous en venez à illustrer la chute de la monarchie, les ratés de la Restauration. Puis, vous constatez l'absence d'idées mobilisatrices chez les monarchistes du XIX^e et du XX^e siècles. En conclusion, vous étudiez ce qui unit et désunit les pensées de Jean Bodin et de Charles Maurras.

Monsieur, je vous trouve bien du mérite d'essayer de renouer avec

une réflexion sur la souveraineté en parlant aux monarchistes de cette fin de siècle. En effet, ils ont abandonné depuis déjà fort longtemps toutes méditations politiques au profit d'une vision mythique de l'histoire. Faut-il encore souligner que les penseurs et les organisations n'ont cessé d'engluer les débats dans un galimatias nationaliste. En rejetant toutes recherches indépendantes de leurs langues de bois, ils n'ont favorisé, de fait, qu'une fuite vers un divin de pacotille. Divin seul susceptible de contrebalancer leurs manques. Les monarchistes ont pris l'habitude de croire que « notre force est d'avoir raison ». Idée, vous en conviendrez, totalement destructrice et totalitaire. Remarquez que d'autres veulent simplement « couronner la démocratie », pensant sans doute qu'un rien suffit pour établir une continuité. N'est-ce pas une erreur plus grave encore ? Epouser les idées des autres par refus de délibération confirme l'absence de réflexion sur la monarchie et sur la démocratie. Il est vrai

qu'aujourd'hui on remplace les idées par de beaux slogans.

Monsieur, je crois que la France, le Royaume de France, n'a jamais cessé d'être en devenir, de se transformer, de se révolutionner, de se façonner une identité. Les problèmes posés par un système politique, dans un temps donné, n'ont de sens fondamental que s'ils sont en communion avec l'extra-événementiel. La pensée de Jean Bodin n'apparaît pas ex-nihilo pour réformer l'État dans une société en crise. Elle s'inscrit dans un long débat qui vient expliquer, justifier, le pouvoir politique. Ce n'est qu'à la suite des événements du XVI^e que la direction des affaires publiques prendra un axe niant de plus en plus la souveraineté partagée au profit d'un absolutisme étatique. Cette négation conduira tous les États (classes) de la société vers la rébellion : les nobles avec la Fronde, les intellectuels autour de l'encyclopédisme, les masses bourgeoises et populaires enfin avec la Révolution. Jean Bodin n'écrit-il pas ? : « C'est pourquoi il est bien besoin de voir d'où vient le changement d'une République, auparavant que d'en juger, ou la mettre en exemple pour être suivi. J'appelle changement de République, changement d'État : quand la souveraineté d'un peuple vient en la puissance

d'un prince, ou la seigneurie des plus grands au menu peuple, ou bien au contraire. Car changement de lois, de coutumes, de religion, de place, n'est autre chose qu'une altération, si la souveraineté demeure ; et au contraire, il se peut faire que la République changera d'État demeurant les lois et coutumes, hormis ce qui touche la souveraineté... » (les six livres de la République). Ceci dit, cherchons à percevoir si, après les guerres de religion et si après les événements sanglants de 89, la souveraineté n'a pas été bousculée ou même détruite.

DES IDÉES DANS L'IDENTITÉ DU ROYAUME

Monsieur, vous construisez votre réflexion autour du truisme : « l'histoire de l'homme est surtout un combat d'idées dont l'attitude des personnages, les manifestations collectives, le sort même des conflits, jusqu'à l'économie et d'une façon générale les réussites et les échecs n'en sont la plupart du temps que l'expression ». Constatation faite aussi par Roland Mousnier dans son livre « Monarchie et Royauté » : « Tous les États royaux européens et les autres depuis le XVI^e siècle, ont été plus ou moins affectés par les mouvements d'idées ». Permettez-moi d'ajouter qu'il n'est pas un État, pas une époque, pas un événement politique de la vie des

hommes qui ne furent d'abord imaginés. Ainsi, les débats fonctionnent en interprétant le réel, en percevant l'histoire et en imaginant les changements nécessaires.

Monsieur, sans revenir à l'antique, prenons l'origine dans ce qu'il faut bien appeler l'Occident chrétien. A la chute de l'Empire romain, dans l'éclatement du monde, surgit la puissance de la religion chrétienne. Rome réinvestit Rome. La volonté hégémonique des chrétiens n'a plus de bornes. Au V^e siècle, naît l'idéologie qui va dominer le monde. Saint Augustin écrit « la Cité de Dieu » et pendant mille ans ce texte, interprété de manière plus ou moins fidèle, va alimenter la vie politique. Ne verra-t-on pas ressurgir l'augustinisme au milieu du XVII^e siècle dans la querelle sur la grâce entre les Jésuites et les Jansénistes ? Mais que dit Saint Augustin du pouvoir et de la souveraineté ? Il défend l'idée de la soumission du pouvoir temporel à l'intemporel. Le dit intemporel étant représenté par la vraie religion, la sienne : celle de la nouvelle Rome. Puisque tout pouvoir doit être soumis aux lois divines, il faut faire en sorte que les Rois tiennent leur pouvoir de Rome et de sa religion. Cela donne concrètement la belle manoeuvre du sacre de Clovis et l'établissement de la coutume. Cette théorie de la soumission du politique au reli-

gieux va dominer tout le haut Moyen-Age. Innocent III pourra affirmer : « Nous avons été placés parmi les Princes, bien plus, au-dessus des Princes, puisqu'il nous appartient de les juger ».

Monsieur, comme nous pouvons le constater, cette théorie a duré jusqu'au milieu du XIII^e siècle. Elle a permis aux Capétiens de prendre le Royaume, j'y reviendrai. Un autre penseur chrétien va tout remettre en cause : Saint Thomas d'Aquin, dont la famille évolue dans l'entourage de l'Empereur Frédéric 1^{er} Barberousse. Ce fait est loin d'être inodore puisque les Empereurs n'ont cessé d'être en butte aux tentatives de Rome. Pensons à Canossa, où l'on vit l'empereur Henri IV attendre en pénitence trois jours et trois nuits avant que le Pape Grégoire VII daigne lui accorder audience. Saint Thomas écrit sa « Somme théologique ». Il reprend le pouvoir politique des mains de l'Eglise pour le confier aux peuples de Dieu. La société est une exigence de la nature. « Toute société doit être régie par une autorité agissante en vue du bien commun. L'autorité est une exigence de la nature. Toutes les exigences de la nature procèdent de Dieu ». Donc l'autorité procède de Dieu, le pouvoir est donc de droit divin. Saint Thomas poursuit : « les gouvernements sont faits par les gouvernés. Ils sont

liés les uns aux autres par un pacte latent, sinon expressément stipulé. Un contrat ou un quasi contrat qui est à l'origine de tout pouvoir ». Ainsi au XIII^e siècle, la nature du pouvoir change. De la souveraineté de Dieu nous sommes passés à la souveraineté du peuple de Dieu. Le monarque devient de droit divin. A travers toute l'Europe, surgissent des formes de représentations populaires. Elles partageront ou accapareront le pouvoir et son attribut la souveraineté. Le Royaume de France comme les autres verra surgir un partage de son identité.

DE LA SOUVERAINETÉ CHEZ LES CAPÉTIENS

Monsieur, je crois utile de rappeler que les lignées capétiennes (directe et Valois) ont façonné, sûrement à leur insu, une identité

particulière à leur Royaume. Ce qui fait le Roi de France, ce qui fonde le pouvoir capétien, est bien la légitimité acquise par leur long combat pour la souveraineté. Le Roi ne devient Roi du Royaume de France qu'avec le « coup d'État » d'Hugues Capet. Issus de la lignée royale des Robertiens, les premiers Capétiens vont administrer et gouverner leur royaume en souverains. La véritable révolution politique, dont parle Jean Bodin, est bien là. Ce qui fonde le Royaume de France est la monarchie capétienne. Hugues Capet tue - fait tuer - le roi carolingien Louis V (c'est du moins ce que laisse entrevoir les recherches historiques les plus récentes). Qu'Hugues ait fait assassiner Louis n'a ici aucune importance. Pour ma part, j'aime à le penser. Louis V n'est-il pas mort, lors

d'une partie de chasse, sur les terres de Senlis appartenant en propre au Capétien. L'assemblée des Grands du Royaume appelée à juger Adalbéron, l'évêque de Reims, homme lige des Empereurs Ottoniens, est intégralement « retournée » par ce dernier et le suit dans son plaidoyer en faveur d'Hugues Capet, contre Charles, duc de Basse-Lorraine et oncle du roi défunt. L'argument décisif mérite d'être relevé : choisir Charles se serait reconnaître le principe d'hérédité, et donc nuire à l'intérêt des Grands, tandis que ce risque n'existe pas avec le petit seigneur Hugues Capet. Hugues est immédiatement reconnu comme nouveau Roi. Jeu de circonstances, grande politique, Hugues et les premiers Rois avaient peut-être du génie ? Pendant près de deux siècles, les Rois de France ne vont pas vraiment jouer dans la cour des Grands. Petit à petit, avec une espèce de volonté opiniâtre et héréditaire, ils vont construire leur souveraineté. Les problèmes furent multiples, la société féodale et l'emprise du christianisme romain étaient des forces rebelles. L'Eglise excommuniara plusieurs Rois de France. La société féodale se révoltera souvent.

Au XIII^e siècle, avec la pensée de St Thomas en fond, Philippe IV le Bel ordonnera la réunion des États Généraux du Royaume. Assemblée appelée à



LOUIS V
dit « le Fainéant »
Né vers 967
Mort le 21 mai 987



HUGUES CAPET
Né vers 940 à Paris
Mort le 23 ou 24 ou 25 octobre 996

reconnaître l'indépendance du pouvoir royal vis-à-vis des menées du Pape Boniface VIII. En 1303, les Rois de France deviennent de droit divin, ils sont souverains en leur Royaume. Le Roi, le Royaume et son assemblée récupèrent et construisent leur souveraineté. Une véritable révolution est terminée.

DE LA SOUVERAINETÉ PARTAGÉE

Monsieur, il nous faut bien constater que cette souveraineté était partagée entre le Roi et son peuple. J'ai toujours été étonné du refus systématique des monarchistes d'analyser le rôle des États Généraux. Je comprends parfaitement les Républicains qui n'ont aucun intérêt à reconnaître qu'il existait, sous la monarchie, une forme de représentation populaire élective. Mais les monarchistes, aveuglés par un anti-démocratisme primaire, oublient de comprendre et d'analyser ce qui fait justement l'originalité du Royaume. Soyons juste, les États Généraux ne ressemblent nullement aux assemblées actuelles. Les députés ne le sont que pour un mandat impératif dûment explicité par la convocation royale et surtout par les Cahiers de doléances.

Après cette première réunion en la cathédrale Notre-Dame de Paris, plus de quarante réunions semblables ont ponctué les événements du Royaume. A chaque

moment important, et pas seulement en période de crise, les Rois en appelleront aux États. Philippe le Bel et ses successeurs subsequmment agiront en légitimant certains actes fondamentaux par l'intermédiaire de ces réunions. La liste est longue : rejetant les prétentions à la couronne de Jeanne de Navarre en 1317 (aux Halles de Paris) - soulignons que les débats ne mentionneront nullement la Loi salique; elle ne servit que plus tard contre les prétentions du Roi anglais -, en 1355, en proclamant que le Roi ne peut faire la paix ou la trêve sans le consentement des États, etc.

L'Histoire de la monarchie des Valois, puis celle des Valois-Orléans, puis enfin des Valois-

Angoulême, est ponctuée d'assemblées. Les Députés chercheront souvent à prendre le pas sur les décisions royales. Si les monarques se firent parfois violents, s'ils se firent parfois intransigeants, ils ne nièrent jamais la représentation populaire au moins jusqu'au XVII^e siècle. En France, la souveraineté était partagée. Le Roi gardien et représentant de l'unité et de la continuité, juste souverain, et la représentation populaire appelée à parlementer, soumettre et décider. D'ailleurs, Charles V exprimera très clairement cela : « Quoique nous soyons Roi couronné et que nous avons toute la France soumise à notre pouvoir, nous n'avons que la force d'un homme et sans vous (députés aux États Généraux),



nous ne pourrions rien. Un prince, quelque puissant qu'il soit, ne régnera paisiblement que par l'affection de ses sujets ».

Combat politique, sans cesse en action, au gré des événements. Aujourd'hui, nous pourrions dire que le Royaume de France était un État de droit et coutumes. Les nombreux légistes qui servirent au cours des siècles en sont des témoins éloquents. Jean de Terre-Vermeille déclara aux États Généraux de 1419 : « Le Royaume et le choix des Princes appartiennent au peuple. Il n'est pas permis au Roi de changer ce qui a été ordonné quand à la constitution du Royaume ». Ceci dit pour appuyer et justifier la séparation nécessaire entre le privé et le public de la personne du Roi. Philippe Pot poursuivra le débat aux États Généraux de Tours (1484) qui virent l'apparition du Tiers-État : « Je veux que vous conveniez que l'État est la chose du peuple qui l'a confié aux Rois. Et, ceux qui l'ont eue par force ou autrement sans aucun consentement du peuple sont censés tyrans et usurpateurs du bien d'autrui ». Je n'ai pris que quelques citations pour simplement rappeler que l'image « d'Épinal » du bon roi imposant la bonne politique au Royaume est fausse. Ils n'acceptaient pas forcément toutes les demandes des États. Constatons simplement que nombre de Lettres

patentes qui firent suite aux assemblées mettaient en pratique les réformes votées.

DES GUERRES COMME RELIGION

Monsieur, il me semble avoir posé le problème légèrement différemment. Il est délicat, l'usage de la représentation nationale n'est pas une sinécure. Après la Renaissance, la redécouverte des textes grecs (grâce à Budé) favorise d'autres débats politiques. Cette redécouverte de l'Antiquité et l'ouverture au monde que fut cette Renaissance emporta l'adhésion. Alors, des coutumes de l'Eglise de Rome naît sa propre contestation. C'est la fin de l'unicité religieuse. A travers toute l'Europe, la contestation s'installe. Le Royaume de France n'est pas seul au monde. D'autres monarchies, d'autres peuples, États, villes, régions choisissent l'insurrection. Les alliances se font et se défont. L'Espagne, riche du pillage du continent américain, veut imposer sa loi et la religion romaine. La politique intérieure en pâtit. Une autre société est en train de naître où l'unicité de fait a disparu.

En France, pendant la régence, à la mort de François II, Catherine de Médicis appelle Michel de l'Hospital comme chancelier. En 1560, on réunit les États à Orléans. Le chancelier, dans son discours d'ouverture, réclame la

paix : « De tous ces mots diaboliques, noms de partis, de factions, séditions, Luthériens, Huguenots, Papistes, ne gardons que le nom de chrétien ». Il tentera l'impossible en rétablissant le lit de justice pour obliger les parlements à accepter l'Edit de Tolérance de 1563. Si le pouvoir royal favorise ou semble favoriser l'un des clans, immédiatement l'autre bord se rebelle. Quelques penseurs trouvent des arguments pour nier les fondements du royaume. Un temps, ce furent les monarchomaques qui construiront une théorie niant la puissance souveraine du roi pour ne la confier qu'au peuple. En réponse, nous verrons surgir les menées factieuses de la « Sainte Ligue ».

JEAN BODIN ET LES MALCONTENTS

Monsieur, dois-je rappeler que Jean Bodin pense et écrit au temps de Charles IX. Ceci me semble d'importance. Les querelles au sein de la famille royale alimentent les partis. Jean Bodin participe du pouvoir. Il accompagne l'évêque Des Cars, en août 1573, accueillir la délégation polonaise venue chercher le frère cadet, le futur Henri III. Catherine de Médicis, mère des derniers Valois, en gouvernante de la famille, sait qu'il faut occuper ses enfants qui ne règnent pas. Elle n'est pas florentine pour rien. Le plus jeune

frère du Roi, François d'Alençon, prend la tête du parti dit des malcontents. Ils fomentent le complot « des jours gras » qui échouera. Alors, ils vont se rapprocher des Huguenots. De 1573 à 1575, autour du maréchal de Damville, du maréchal de Montmorency (chef du Conseil privé) et de François d'Alençon, une partie des catholiques va se joindre aux protestants du sud. Pour juguler la guerre qui se rallume, la Florentine signe la paix d'Etigny avec Alençon. L'Edit de Beaulieu qui complète cette « Paix de Monsieur » est enregistré. Face au refus du pouvoir royal d'écraser les Protestants, le clan catholique se rassemble autour du Duc de Guise et fonde la « Sainte Ligue » en juin/juillet 1575. Les Protestants s'agitent. Théodore de Bèze, chef de l'Eglise réformée, écrit « le droit des magistrats sur leurs sujets (1573), François Hottman « Franco Gallia » (1573), Philippe du Plessis-Mornay et Hubert Languet « Vindiciae contra Tyrannos » (1579). Ce furent les monarchomaques.

Le pouvoir royal décide de réunir les États à Blois en 1576. La Ligue, les malcontents, les monarchomaques, tous sont rassemblés. Jean Bodin est l'un des principaux orateurs. Il vient de publier « les six livres de la République ». Député du Tiers par le bailliage du Vermendois, il affirmera : « J'ai manié les États à mon

plaisir ». Doit-on en conclure que les décisions prises reflètent ses pensées ? Les députés votent la rupture de la paix de Monsieur et la suppression de la religion réformée.

Ne peut-on alors penser simplement que l'attitude de Jean Bodin n'était qu'une manoeuvre d'un des clans de la famille royale. Conseiller de François d'Alençon, duc d'Anjou, il l'accompagnera, peu après, en Angleterre.

A la mort d'Henri III (1er août 1589), les menées anti-monarchiques des catholiques de la Ligue redoublent. Juste avant d'être assassiné, le roi catholique s'était rapproché du futur Henri IV, le protestant. L'attitude des Guises, amis des Espagnols, financés par

Philippe II, se construisait en violation des lois fondamentales du Royaume. Ils refusaient le Roi protestant pour défendre la cause du cardinal de Bourbon. Jean Bodin était alors lieutenant-général au bailliage de Laon, fonction qu'il avait acquise à la mort du duc d'Anjou. Rallié à la Ligue, il contribua à soulever la ville contre le Roi légitime en « leur remontrant qu'un tel soulèvement ne devrait pas être appelé rébellion mais révolution ». Il finira, juste avant de mourir de la peste, par se rallier à la monarchie d'Henri IV.

EN CONCLUSION

Monsieur, il me faut conclure ce petit tour d'horizon. Vous me direz que j'ai bien peu parlé des idées de Jean Bodin. Je ne le crois



pas. J'ai tenté d'expliquer par un rappel des idées et des événements (survol rapide, j'en conviens) ce qui me semble être les fondements successifs du pouvoir royal. Les différentes théories, qui ont germé au cours des temps, se sont imposées pour façonner le politique. L'Histoire n'a pas de fin. Je reconnais pleinement à Jean Bodin le souci de récupérer la souveraineté au profit exclusif de l'État et de son représentant. Pour échapper au religieux, Philippe le Bel fit aussi une révolution; pour échapper aux factions, il fallait faire aussi une révolution. Jean Bodin, par ses écrits, y a contribué.

Je crois qu'il faut alors se souvenir de ce que dit Bodin des changements d'une République. Cette appropriation de la souveraineté par l'État entraîne un changement de République. En 89, l'appropriation par les députés de la souveraineté entraîne un autre changement de République, ni plus ni moins. Le refus, à partir de 1614, de réunir les États, les tentatives de domestication des parlements, etc., conduisent de fait vers la Révolution de 89. Je ne défends pas les Parlements, ils se sont érigés en contre pouvoir, mais il ne restait que cela, y pensons-nous ? Louis XVI condamnera, et avec quelque raison, les parlements en refusant de confier la monarchie aux soins des

juges. Le refus d'imaginer qu'une société et que des peuples prennent une part d'eux-mêmes a conduit la monarchie absolue vers sa chute. La pente détestable est prise, Jean Bodin participe au mouvement. On peut aimer et défendre l'absolutisme : vous l'aurez compris, ce n'est pas mon cas. Il y a bien eu changement de République à l'aube du XVII^e siècle, comme au X^e et XIII^e siècles. Mais à la fin du XVIII^e siècle, le Roi n'a pas su participer et faire cette révolution. La monarchie royale a pourtant cet immense avantage, de par sa légitimité, que nul autre système ne possède, d'imposer la durée et la continuité dans la République.

Monsieur, je ne crois pas que les « philosophes » furent à l'origine de la Révolution de 89. Ni plus Rousseau et moins Voltaire ou l'inverse, je ne sais. Ce ne furent pas plus les Francs-Maçons que les Protestants ou je ne sais quelle destinée occulte. Tous participaient de la société et elle était sclérosée. Je crois qu'il faudrait analyser un peu plus le rôle des ayant-droits : clergé, noblesse, parlements, etc. Je sais que les monarchistes s'acharnent à chercher les responsables du désastre, oubliant volontairement d'analyser lucidement le système qu'ils défendent. Pourtant, l'incapacité de la société d'ancien régime à se révolutionner est flagrante.

Dans tous les moments forts de l'Histoire de France, un homme agissant pour le compte du Roi, ou le Roi lui-même, ont su prendre la tête des révoltes. En 89, il eut sûrement fallu que le Roi soit un peu moins croyant et plus politique. La dégénérescence de sa fonction ne lui a pas permis d'imaginer l'action. Louis XVI n'était pas assez autoritaire et l'empreinte des Jésuites sur son éducation trop importante. Toute sa politique de louvoiement préalablement à la convocation des États le prouve : alternant dans tous les domaines entre le refus de maintenir les ayant-droits dans leur statut privilégié et peu après ouvrant les portes et cherchant à faire évoluer le système. Je ne suis pas sûr que Louis XVI ait perçu la révolution nécessaire.

Monsieur, je ne crois pas non plus qu'il n'y eut plus, après Bodin, de penseurs de la monarchie royale. Même s'ils n'ont pas créé de doctrine s'imposant au monde, nombreux furent les amis du Roi qui cherchèrent à illustrer la monarchie royale. Je pense à Vauban, Bossuet, les Monarchiens, Chateaubriand, etc. La réflexion politique n'a jamais cessé jusqu'à l'arrivée du XX^e siècle et l'absence complète d'hypothèse royale. Mais ceci est une autre histoire.

Monsieur, vous concluez en ana-

DYNASTIE

Nos lecteurs se souviennent - parfois avec nostalgie - de la revue « Dynastie » qui parut de 1985 à 1987. Consacrée aux têtes couronnées, elle avait toujours fait une large place à la Famille de France. Nous avons retrouvé un petit lot de numéros de cette revue disparue que nous mettons en vente au prix de 25 F l'exemplaire. Les commandes seront servies dans l'ordre d'arrivée. Collectionneurs et amateurs à vos plumes !

Num. 2 : Septembre 85 Le duc de Cadix, héritier du trône de France ? - Num. 5 : Décembre 85 L'Europe des rois. - Num. 7 : Février 86 Les Aga Khan. - Num. 8 : Mars 86 La maison impériale de Russie. - Num. 10 : Mai 86 La maison royale d'Italie. - Num. 11 : Juin 86 Les reines en exil. - Num. 13 : Août 86 La maison royale de Belgique. - Num. 14 : 5 Septembre 86 Maison royale des Deux-Siciles. - Num. 15 : 12 Septembre 86 La maison royale des Deux-Siciles (suite). - Num. 17 : 26 Septembre 86 Le royaume de Thaïlande. - Num. 18 : 3 Octobre 86 Le royaume du Vatican. - Num. 19 : 10 Octobre 86. - Num. 21 : 24 Octobre 86 Au château d'Ansois avec le duc d'Orléans. - Num. 22 : 31 Octobre 86 L'ordre de Malte. - Num. 23 : 7 Novembre 86. - Num. 25 : 21 Novembre 86 Jacques d'Orléans reporter au pays de " MISSION ". - Num. 26 : 29 Novembre 86 Le comte et la comtesse de Barcelone. - Num. 27 : 5 Décembre 86 Juan Carlos ou la démocratie royale. - Num. 34 : 23 Janvier 87 Dossier : Etre royaliste en 1987. Dossier : Les huit chefs de famille capétiens. - Num. 35 : 30 Janvier 87 Norodom Sihanouk. - Num. 38 : 20 Février 87 Les princes de Liechtenstein. - Num. 39 : 27 Février 87 Les princes de Liechtenstein (suite). - Num. 41 : 13 Mars 87 Michel de Grèce. - Num. 42 : 20 Mars 87 A Madrid chez Michel et Béatrice d'Orléans. - Num. 43 : 27 Mars 87 Chez la princesse Hélène de France. - Num. 44 : 3 Avril 87 Constantin de Grèce. - Num. 45 : 10 Avril 87 La famille royale de Grèce. - Num. 46 : 17 Avril 87 Amiens : Mitterrand-le Comte de Paris au rendez-vous de l'histoire. - Num. 48 : 30 Avril 87 La famille de Suède. - Num. 49 : 7 Mai 87 La dynastie Bernadotte. - Num. 51 : 22 Mai 87. - Num. 52 : 29 Mai 87. - Num. 54 : 12 Juin 87 Leka Ier, roi d'Albanie. - Num. 56 : 26 Juin 87. - Num. 57 : 3 Juillet 87 Le comte de Paris à Noyon. - Num. 58 : 10 Juillet 87 Beatrix des Pays-Bas. - Num. 61 : Août 87. - Num. 62 : 4 Septembre 87 Louis-Ferdinand de Prusse. - Num. 64 : 18 Sept. 87.

lysant les pensées de Jean Bodin et de Charles Maurras. Je pense que Bodin et Maurras participent du même phénomène. Vous avez raison de les étudier. Pour moi, ni Bodin ni Maurras ne sont le véritable penseur royaliste. Je n'arrive pas à imaginer qu'il puisse y en avoir un, l'unique. La monarchie est un système politique qui s'est exprimé de multiples façons. Il m'apparaît difficile d'affirmer que tel ou tel en a donné la meilleure formule. Néanmoins, sur Charles Maurras, le livre magistral de Victor Nguyen, « Aux origines de l'Action Française » prouve que l'homme, le jeune homme Maurras n'a cessé d'approfondir ses idées. Presque tout le corpus doctrinal de la future Action Française est en genèse dans les articles d'avant la fondation. Prenons l'exemple de l'antisémitisme, Charles Maurras s'oppose à Drumont, car il se prétend (déjà) antisémite de raison et non de race. Nous savons

maintenant où cela peut mener. Charles Maurras, monarchiste légitimiste, donc rallié aux d'Orléans, reprend à son compte les idées progressistes de son temps pour les opposer aux républicains. Source de toutes les déviations, son opposition systématique, son nationalisme hérité des idéaux de 89, l'empêche de concevoir une critique de la société au profit d'une seule critique du pouvoir d'État. Or justement, nous voyons les résultats de cette absence, laissant la critique du capitalisme aux socialistes, laissant les critiques de la société aux communistes-marxistes. Laissons l'Action Française à ses thuriféraires. Le nationalisme n'a pas grand chose à voir avec le royalisme. Laissons la nation à ceux qui s'imaginent la France dans son hexagone, et tentons, nous royalistes, de percevoir les révolutions nécessaires. Elles sont nombreuses.

François-Marin FLEUTOT



Zoom avant

Ceci n'est pas une critique cinématographique

La perte de l'identité française, l'ignorance de notre Histoire, les désarrois d'une jeunesse inculte privée du sens des valeurs constituent la tarte à la crème des commentateurs de notre société. Le sociologue et l'historien qui, demain, prendront comme matériau d'analyse la production cinématographique française contemporaine seront peut-être d'un autre avis.

Parmi les images sans cesse surprenantes - et belles - de *L'Annonce faite à Marie* (1), enfin réalisée par Alain Cuny, film doublement français puisque franco-qubécois, retenons cette vision fugitive du cortège royal qui « s'en va-t-à Reims » pour y faire sacrer Charles VII : à la lisière de la forêt, dans la solitude enneigée où passent des tintements de cloches, cinq jeunes gens dans un galop allègre ; parmi eux, le Roi, et ce petit homme tout en rouge, près du Roi : Jeanne d'Arc. En plein hiver (canadien !), cette chevauchée aventure d'une poignée d'amis, c'est le printemps de la France. Les paysans qui ont ouvert la route à travers la forêt concluent en forme de charte d'aménagement du territoire :

- *A quoi sert Reims si le Roi n'y peut aller ?*

- *A quoi la route s'il n'y a pas d'église au bout ?*

De cette *Annonce* à diffusion confidentielle, passons à l'énorme succès de *Tous les matins du monde* (2). Voici, grâce à nos baroqueux, la France sous le charme de cette tristesse majestueuse où Racine puisait tout le plaisir de la tragédie et où les Français ont nourri leur goût de la cérémonie publique, catharsis des chagrins incommunicables.

Une gravité de même souche inspire le *Van Gogh* (3) de Pialat. Non pas film sur le peintre maudit, ni sur la peinture - voyez pour cela *La Belle Noiseuse* ! - mais film peint, de tous les gris, de tous les bleus, et des bords de l'Oise, des canotiers et des cabarets... film qui peint avec amour le peuple français de 1890. Vision pathétique, entre la guerre franco-prussienne, la Commune, et la grande boucherie de 14-18, ces hommes constamment entre deux canons, tandis que les filles de nocés et leurs fidèles amants célè-

brent l'amour en défiant l'inévitable, dégradante et mortelle syphilis. Après *Le temps des cerises* et *La butte rouge*, la dignité lucide, redisons le : la gravité, dans la marche finale du bal et dans le regard droit dans les yeux de la fille au verre d'absinthe. Ce dernier thème fait évidemment référence à Van Gogh lui-même et à Toulouse-Lautrec, mais le personnage reprend en vérité l'incarnation de la serveuse du *Bar des Folies-Bergères* de Manet, celle en qui le sculpteur contemporain, Raymond Mason (4) voit la dernière peinture figurative - disons contemplative - de l'Occident avant la destruction du sujet, où le mouvement généreux d'aimer les autres balaye tout fatras narcissique et introspectif - disons : la dernière peinture sacrée de l'Occident.

Au regard de cette icône, une chose frappe dans ce spectacle de notre peuple à la fin du XIX^e siècle : si chacun de nous connaît, grâce à Van Gogh, l'abside de l'église d'Auvers-sur-Oise, dans le film, ainsi d'ailleurs que dans les tableaux des impressionnistes, plus un clocher, ni un curé, ni une religieuse. Face aux ravages du capitalisme : la misère, le bordel

et la guerre, le peuple est désormais seul.

La solitude des hommes, même dans les solidarités du péril et de la souffrance, nous la retrouvons dans le *Diên-Biên-Phu* (5) de Schoendoerffer, mais d'abord ces images de la France : sur le rideau de scène du grand théâtre d'Hanoï, la reproduction de la *Liberté sur les barricades* de Delacroix, environnée d'allégories coloniales de pacotille ; devant le rideau, le premier prix de violon du Conservatoire de Paris, en tournée de récital - Ludmila Mikaël - accompagnée par un orchestre entièrement vietnamien que dirige un chef vietnamien. Et là-bas, dans la vallée de Diên-Biên-Phu, où le brigadier de l'artillerie viêt-minh a frappé les trois coups, des hommes désormais seuls, l'armée de la France : soldats de la Libération avec les chars de la 2^e DB, légionnaires, Sénégalais, Vietnamiens, y compris d'anciens Viêt-minhs, et les volontaires parachutés jusqu'aux derniers jours, bien qu'ils sachent la situation désespérée. Ceux-là savent que ce n'est plus pour la France qu'ils meurent. Est-ce bien pour l'entreprise la plus désintéressée depuis les Croisades, est-ce bien, ainsi que le dit encore le maréchal de Lattre à propos de la mort de son fils, non pas pour la France mais pour le Viêt-Nam ? (6). Là, de jeunes officiers appren-

nent à désobéir à l'ordre d'abandonner une position. Nous le savons : si le sous-officier survivant de la *317^e Section* sera tué dans les Aurès l'année suivante, le *Crabe-tambour* lui, terminera sa carrière devant la Cour de Sûreté... Après que la télévision nous ait aussi restitué l'humiliant *R.A.S.*, voici, avec la *Guerre sans nom* (7) que les pères osent enfin, par le truchement du cinéma, parler à leurs fils.

L'impossible dialogue entre générations, ou plutôt l'amour filial et l'amour paternel impossibles à se dire constituent le sujet du terrible *Nord* (8) qu'un réalisateur de 23 ans, Xavier Beauvois, a pu tourner à Calais grâce à beaucoup d'amitiés rassemblées.

Aux fatalités d'une soeur handicapée mentale et d'un père alcoolique s'ajoutent le vide d'un enseignement dérisoire (les cours de terminale sur le romantisme, puis sur le signifiant et le signifié sont de cruelles caricatures, les seuls moments où le public fait entendre des rires nerveux) et un avenir professionnel interdit. Mais c'est en fait la quête muette du père qui conduira le héros à l'acte final que d'aucuns diront shakespearien, dostoïevskien ou sartrien, un acte précisément à la fois romantique et où le signifiant porte un signifié rédempteur.

A l'inverse, ce sont des jeunes

gens apparemment libres et heureux que présentait l'an dernier Michel Béné avant de mourir du sida. Dans le *Ciel de Paris* (9), trois jeunes d'aujourd'hui, équilibrés et amicaux, se retrouvent régulièrement à la piscine : joie de corps qui s'ignorent encore l'un l'autre. Viendra la douleur, puis la violence, des passions raciniennes. A la dernière image, d'un bleu glacial, le plan d'eau de la piscine déserte

« Rend au ciel, qu'il souillait,
toute sa pureté »

Phèdre, Racine.

Ce sont encore des jeunes gens d'aujourd'hui, droits et même exigeants envers eux-mêmes, qui sont, avec un homme mûr plus hésitant mais tout aussi honnête, les personnages de *Conte d'hiver* (10) d'Eric Rohmer. Si elle est inculte, ainsi qu'elle le dit d'elle-même, et apparemment libre dans ses moeurs, naviguant à l'estime entre Loïc et Maxence, l'héroïne retrouvera dans son propre fonds ce que son ami bibliothécaire et catho lui révélera avoir été dit par Shakespeare, Pascal, Platon. La foi, la foi en la foi, l'espérance, celle du pari, qui est certitude, l'amour, reconnu dans une réminiscente évidence, seront bien pour Loïc les signes que Félicie est en quelque sorte déjà convertie et en fait plus croyante que lui. C'est d'ailleurs elle qui l'amènera

Bertrand
Renouvin

L'amour discret
de la patrie



SAUVER LA POLITIQUE

Essai

roman

Le nouveau
livre de
Bertrand
Renouvin

« *L'amour
discret de la
patrie* »

Ni livre-programme, ni dissertation
savante, le dernier essai de Bertrand
Renouvin est plutôt une sorte de
conversation tantôt vive, tantôt
ironique sur des sujets qui sont d'une
brillante actualité.

C'est aussi un appel à tous ceux qui
éprouvent un amour discret de la
patrie à se mobiliser pour « sauver la
politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « L'amour discret
de la patrie » au prix de 125 F (prix
franco) et joins le règlement à l'ordre de
« Royaliste », 17 rue des Petits-Champs
75001 Paris.

à prier enfin en esprit et en vérité,
et avec une miraculeuse efficacité.
Si les bords de Loire à Nevers
sont une évidente référence ciné-
matographique à la fixation senti-
mentale d'*Hiroshima mon amour*,
en même temps qu'une pique au
bavardage intello sur ce thème,
avec renvoi à la très rohmérienne
conversation parisienne snob sur
la réincarnation, si la visite à la
châsse de Bernadette renvoie éga-
lement à l'échange de répliques
parisiennes sur les miracles de
 Lourdes et la croyance, Nevers,
c'est principalement cette illumi-
nation dans la cathédrale déserte,
où Félicie voit sa pensée et saisit
enfin que la morale ne consiste
pas à choisir.

C'est le moment crucial du récit.
Que cette illumination coïncide
optiquement avec l'éclat coloré
des deux premiers vitraux tout
juste posés du peintre Viallat pour
la cathédrale de Nevers, illustre le
propos de Loïc (et de Roh-
mer ?) : dans le mutisme d'une
tradition qui n'est plus explicitée,
l'esprit poursuit la transmission
des valeurs. Voici retrouvée, au
bout de la route, la Cathédrale, qui
tient en réserve pour les coeurs
fidèles l'onction royale de leur
liberté.

Liberté, j'écris ton nom

Paul Eluard

La France, disait Malraux, a
jalonné les routes d'Europe des
tombeaux des croisés et des soldats

de l'An II. Reconnaissons
aujourd'hui qu'à travers le monde
les chemins de la Liberté recou-
vrent aussi et trop souvent les
cendres des victimes de nos colo-
nisations, de nos polices, de nos
répressions. Au delà des personna-
ges principaux, Eliane la coloniale
et Jean-Baptiste Le Guen, l'offi-
cier de marine, les véritables héros
du film *Indochine* (11) seront
peut-être pour nous Tanh et
Camille, le couple que forment, en
se séparant après leurs fiançailles
arrangées, le jeune intellectuel et
la jeune princesse d'Annam. Ce
que la France leur aura donné de
meilleur, ils le retourneront contre
elle. Ce que la France leur aura
donné de pire, ils le retourneront
contre elle. Tout ce que la France
leur aura donné, ils le lui rendront
bien. L'étudiant nationaliste et la
princesse rouge se sacrifieront à
leur peuple. Mais l'enfant métis
de Camille, baptisé dans un tor-
rent du Haut Tonkin par son père
Jean-Baptiste, saura, la veille des
accords de Genève, rendre un
amour filial de jeune homme à
Eliane-la France. (Assumée par
l'aura de Catherine Deneuve, cette
identification est exprimée dans le
texte qu'elle-même prononce off.
Faut-il aussi rappeler qu'Eliane est
un symbole de Diên-Biên-Phu ?)
(12). Ainsi : transmission des
valeurs, pouvoir des nominations,
échange des fidélités et des déchi-
rures dans une communion des
souffrants, font ici écho à la
double question du philosophe

(13) : « Quelles paroles, aujourd'hui, pour quelle filiation ».

Nous le voyons, *Indochine* n'est pas seulement un long et beau film brochant sur les spectacles doux et amers de notre nostalgie et de nos cruautés : « Oui, il y a la beauté et il y a les humiliés », écrivait alors Albert Camus de son Algérie natale où s'allumaient les mêmes incendies. *Indochine* n'est pas seulement le panoramique rétro, de 1930 à 1954, d'une ère révolue. Ce film nous rappelle ce qu'un peuple est en droit d'attendre de ses élites et de ses princes sans pouvoirs lorsqu'ils savent s'affranchir aussi de la soumission et du mensonge et, sans égoïsme ni vaine gloire mais avec humilité, ne pas retenir jalousement son rang, se dépouiller, prenant la condition de serviteur (14).

Ainsi, le personnage supérieur de *la Dame*, patronne vénérée, mère de deux enfants qu'elle n'a pas portés, et qui casse son talon, l'errance initiatique et mortelle de l'officier breton qui voulait découvrir le monde et qui survivra en son fils, la princesse que l'amour mènera au-delà de l'amour, la jonque de Tristan et Yseult dans le labyrinthe de la baie d'Along, la quantité nécessaire de mauvais et de méchants, l'exaltation des gestes par la légende et le théâtre populaires, tout concourt à faire de ce film, au-delà de son apparence romanesque, voire mélodra-

matique, et peu prisée des cinéphiles, de matière de Bretagne en matière d'Indochine, un conte de chevalerie.

De la baie d'Along au lac de Genève que traverse un skiff, écho minuscule des fastueuses régates d'antan, nous voici revenus à l'*Europe aux anciens parapets*, ramenés au centre. C'est dans un vieux moulin de Seine et Marne que nous contemplerons l'errance intérieure et l'aventure spirituelle de deux jeunes femmes d'aujourd'hui : Geneviève, infirmière divorcée, *Céline* (15), étudiante, orpheline lâchée par son fiancé. Geneviève sauve Céline du suicide, puis de l'angoisse, lui mettant en main les armes qui l'ont elle-même précédemment tirée d'un désespoir similaire. Bientôt l'élève saura dépasser le maître et, arrivée au sommet de la montagne, continuer à monter.

Il y en a même qui disent qu'ils l'ont vue voler...

Céline partie, Geneviève subira le contrecoup. Mais Céline, de là où elle est parvenue, lui tendra une main secourable, scellant avec elle une alliance. Ce film mystique est un acte de foi, d'espérance et d'amour, ici et maintenant.

François BOURGUIGNON

□ (1) Alain Cuny, France-Canada, 1991, d'après Paul Claudel, avec Alain Cuny, Christelle Challab, Ulrika Jonsson, Jean des Ligneris, Roberto Benavente.

□ (2) Alain Corneau, 1991, avec Gérard Depardieu, Jean-Pierre Marielle, Anne

Brochet, Guillaume Depardieu.

□ (3) Maurice Pialat, 1991, avec Jacques Dutronc, Gérard Sétty, Alexandre London, Corinne Bourdon.

□ (4) S'ils n'ont pas vu l'exposition rétrospective de ses oeuvres au Centre Georges Pompidou en 1985, nos lecteurs parisiens doivent au moins connaître *Le Départ des Fruits et Légumes du cœur de Paris*, le 28 février 1969, installé depuis 1975 dans l'église Saint-Eustache.

□ (5) Pierre Schoendoerffer, 1992, avec Ludmila Mikaël, Donald Pleasance, Patrick Catalifo, Jean-François Balmer, Maxime Leroux, François Négret et le fils de Schoendoerffer dans le rôle de son père.

□ (6) Notons que le film se termine par une déclaration d'amour pour le Viêt-Nam, dite par Pierre Schoendoerffer lui-même, trente-huit ans après avoir vécu les enfers de la bataille et des camps.

□ (7) Bertrand Tavernier et Philippe Rotman, 1992.

□ (8) Xavier Beauvois, 1992, avec Bulle Ogier, Bernard Verley, Xavier Beauvois, Jean-Luc Grossart.

□ (9) Michel Béné, 1991, avec Sandrine Bonnaire, Paul Blain, Marc Fourastier, Evelyne Bouix... et Xavier Beauvois.

□ (10) Eric Rohmer, 1992, avec Charlotte Véry, Frédéric Van den Driesche, Michel Voletti, Hervé Furio...

□ (11) Régis Wargnier (1992) avec Catherine Deneuve, Vincent Perez, Jean Yanne, Linh Dan Pham, Eric Nguyen, Dominique Blanc...

□ (12) Eliane fut le point d'appui le plus disputé de Dien-Bien-Phu, perdu, repris, défendu pied à pied et succombant au dernier jour.

□ (13) Henri Giriat. *Cahier de la Grive n° 5*. Charleville Mézières. 1er Trimestre 1990.

□ (14) Philippiens. II 3,6,7.

□ (15) J.-C. Brisseau (1992) avec Isabelle Pasco, Lisa Heredia, Danièle Lebrun, Daniel Tarrare.

PORTRAIT

L'espoir du roi Michel

L'ex-souverain, venu présenter son livre à Paris, croit au retour de la monarchie, garante de la stabilité, en Roumanie.

Oui, j'ai bien connu George V», dit-il dans un demi-sourire. Venu à Paris présenter son livre (1), Michel de Roumanie, l'ex-souverain qui a fui son pays en 1948, semble trouver tout naturel d'être installé dans une suite de l'hôtel George-V. L'homme, exilé près de Genève, a pourtant dû travailler toute sa vie, tour à tour pilote d'essai, petit patron et courtier en Bourse. Mais à 71 ans, Michel de Roumanie n'a rien oublié : élevé pour régner, il croit aujourd'hui que son heure est venue.

Rentré deux jours en Roumanie fin avril, à l'occasion de la Pâque orthodoxe, l'ex-souverain a été accueilli par des centaines de milliers de personnes. « La preuve, dit-il, que malgré la propagande antimonarchiste, les gens n'ont pas oublié ». Mais d'autres, citant la faible popularité de la monarchie dans les sondages, affirment que ce fut plutôt la curiosité qui a poussé la foule à venir voir le roi.

« Bucarest est délaissé et même sale. Et la périphérie, avec tous ses "blocs", n'est pas bien jolie. » L'ancien souverain avait gardé le souvenir du Bucarest des années 40, comparé alors à un « petit Paris ». Mais, toujours mesuré, il n'accuse personne : « Il n'y a pas d'argent. » Michel de Roumanie est ainsi, peu disert, timide et introverti. Son discours tient en quelques phrases : héritier du prince allemand Karl de Hohenzollern, devenu roi de Roumanie en 1866, il a droit à retrouver sa couronne et propose une monarchie constitutionnelle garante, selon lui, de la stabilité du pays.

Pour le reste, ce roi modeste, au phrasé hésitant, ne semble pas avoir de programme bien défini. Fort du soutien d'une bonne partie de l'intelligentsia et de la confusion qui règne au sein de la classe politique à propos d'une restauration, il affirme que « ses chances sont devenues plus sérieuses ». En France, l'émigration vient de créer l'Union pour le roi Michel, et le souverain, porté par sa femme et ses cinq filles — en particulier l'ainée Margareta —, mène campagne. A Paris, il a rencontré en mai Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, François Léotard. Mais le président Mitterrand l'a boudé.

ROUMANIE : en « visite privée » après quarante-cinq ans d'exil

L'ex-roi Michel a reçu à Bucarest un accueil chaleureux

Après quarante-cinq ans d'exil, l'ex-roi de Roumanie, Michel I^{er} de Hohenzollern, a été autorisé à effectuer une visite « strictement privée » de trois jours dans son pays. Il a été chaleureusement accueilli à Bucarest, dimanche 26 avril, par des dizaines de milliers de curieux et de partisans de la monarchie. Après la chute de Ceausescu, les nouvelles autorités avaient, par deux fois, interdit de séjour le roi, qui avait été contraint à l'abdication et à l'exil en 1947 par les communistes.

BUCAREST

de notre correspondant

Combien étaient-ils, agitant le drapeau roumain aux armoiries royales, s'époumonnant, la couronne en sautoir, à crier « Vive le Roi ! » ? Quelques milliers, comme le disaient les médias officiels ? « Cent mille », comme l'assurait une femme dans la foule, pressée devant l'église Saint-Georges de Bucarest où l'ex-roi assistait, dimanche, à la messe de Pâques orthodoxe ? « Un million ! » comme le clamait une autre, alors que, la nuit à peine tombée, les rues, déjà, se vidaient ? « Pas autant qu'il aurait fallu », avouait un opposant décidé et partisan, comme beaucoup d'entre eux, de la restauration de la monarchie constitutionnelle, « seule solution pour nous sortir du communisme ».

Quelques dizaines de milliers peut-être, qui se tordaient le cou, grimpaient dans les arbres, sur les rambardes, pour apercevoir, ne serait-ce qu'une seconde, le visage digne et ému de l'ex-souverain. Pas autant qu'il aurait fallu pour faire

trembler le nouveau régime, pour que Michel I^{er} « reste dans ce pays qui est le sien », comme l'exigeait la foule, ou pour que l'ex-monarque aille remplacer le président Ion Iliescu dans le palais de Cotroceni, ex-résidence royale et siège de la présidence d'une République approuvée, à une large majorité, lors d'un référendum constitutionnel le 8 décembre 1991.

Pas assez pour faire que, à l'exception des très jeunes — qui n'ont jamais accepté les « néo-communistes » — et des très vieux — qui n'ont jamais supporté les « anciens », — les Roumains se découvrent, lors de cette courte visite, historique mais « privée », l'humeur monarchiste.

« La monarchie sauve le pays ! »

On en était à se demander pourquoi les autorités roumaines avaient, en avril 1990, interdit, in extremis, une première visite du roi qui voulait accomplir, après la révolution, un premier pèlerinage pascal. Pourquoi la police, qui aujourd'hui l'escortait, le protégeait de l'enthousiasme et du désordre, l'avait « accompagné », manu militari, à l'aéroport le jour de Noël 1990, après quelques heures d'une visite jugée alors « illégale ».

Les nouvelles autorités, peu assurées de leur pouvoir, craignaient alors sans doute le « caractère politique » des pèlerinages royaux, alors que, aujourd'hui, tout montre qu'il a été entendu par avance que son « court » séjour, comme s'acharnait à répéter l'ex-roi, serait « strictement privé sans aucun caractère politique ». Michel I^{er}, évitant soigneusement toute déclaration politique, a parlé de sa « joie », de son « émotion ». Mais, bien sûr, il y eut quelques petites phrases sur la « nécessaire renaissance spirituelle », la

« résurrection » du pays, et les réponses entendues de la foule : « La monarchie sauve le pays ! »

L'ex-roi, qui vit en exil en Suisse, est arrivé directement de Berne par avion privé, samedi, à Suceava, tout au nord du pays, où l'attendait la dissidente Doïna Cornea, pour assister à une première messe dans le monastère de Putna, sépulture d'un des héros nationaux roumains, le prince moldave Étienne le grand. Le roi avait été invité en Roumanie par le très indépendant archevêque de Suceava. Dimanche, assailli par la foule, le roi est allé s'agenouiller, dans l'église Saint-Georges de Bucarest, sur la tombe du prince Constantin Brancovan, le héros de la Valachie. Il devait, lundi, avant de repartir, aller se recueillir à Curtea de Argés, (nord-ouest de Bucarest), sur la tombe de ses ancêtres.

Agée, « comme le roi », de soixante-dix ans, Maria Elena Cristescu avait vécu « un vrai miracle, un rêve » : le 30 décembre 1947, étudiante de vingt-cinq ans, elle était l'un des otages que les communistes menaçaient de fusiller, et qui ont attendu, raconte-t-elle, « pendant des heures, les yeux bandés, dans le froid, dans la cour de la préfecture de police », que le jeune souverain, en « grève royale », — et refusant de paraphraser les décrets du gouvernement communiste — signe son abdication et épargne ainsi la vie des otages.

Aujourd'hui, elle espère qu'après les prochaines élections la nouvelle assemblée autorisera un référendum sur la nature du régime, monarchie ou république. Comme, sûrement, le « citoyen » Michel de Hohenzollern, qui, la voix cassée, a remercié la foule en disant : « Ce n'est pas un adieu, c'est un « au-revoir », à bientôt. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le Monde - 28 avril 1992

La nouvelle Constitution roumaine, approuvée par référendum, définit le pays comme une République. Pour instaurer une monarchie, il faudrait donc la modifier avec au moins une majorité des deux tiers au Parlement. Interrogé sur ces détails, le souverain ne dit mot.

Sans doute ce rêve qui prend forme aujourd'hui n'a-t-il jamais quitté le souverain malchanceux, proclamé roi à six ans, destitué trois ans plus tard par son propre père, Carol II, redevenu roi en 1940, après l'abdication de son père, puis lui-même contraint à abdiquer par les communistes, en

1947. « Des souvenirs comme cela, on ne s'oublie pas », dit-il.

Véronique SOUL

(1) *Le Règne inachevé*, conversations avec Philippe Viguie D. pages, éd. Michel Lafont, 1992, 211 pp., 118 francs.

Libération - 24 juin 1992

Pour avoir des informations plus détaillées sur le voyage du roi Michel en Roumanie, lire *Point de vue et images du monde* n° 2284 du 12 mai 1992.

Accompagnant son père, venu à Paris lancer son livre, la princesse héritière Margarita de Roumanie a encouragé la création d'une association *Union pour le roi Michel (U.P.R.M.)* dont une des premières manifestations a été la présentation à la presse le 23 juin de la version française du moyen métrage roumain « La monarchie sauve la Roumanie », co-produit par Vidéo-Est (Groupe pour le dialogue social) et le quotidien *Romania libera*.

L'adresse postale de l'*Union pour le roi Michel* est 97, avenue Achille Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine.

UNIUNEA PENTRU REGELE MIHAI UNION POUR LE ROI MICHEL (U.P.R.M.)

De plus en plus de roumains sont convaincus qu'équilibre social, tranquillité et prospérité souhaités par le plus grand nombre ne peuvent être garantis que par la Monarchie Constitutionnelle, seule forme de l'Etat qui s'est avérée capable dans le passé de les assurer.

Sa Majesté le Roi Michel Ier a rappelé en de nombreuses occasions la nécessité pour tous les roumains de bonne volonté de s'unir autour de l'idée de la Monarchie Constitutionnelle dans la Roumanie post-communiste. La restauration de la Monarchie, forme traditionnelle et seule légitime de l'Etat roumain, apparaît aujourd'hui comme la seule solution d'avenir.

L'Union Pour le Roi Michel a vu le jour en mai 1992 pour donner la possibilité à tous ceux qui croient à la démocratie en Roumanie, autour de la Monarchie Constitutionnelle, de s'exprimer.

Cette initiative a été acceptée et encouragée par Sa Majesté le Roi Michel.

Les objectifs de l'Association sont :

- maintenir un lien permanent entre tous les roumains qui soutiennent l'idée de la restauration de la Monarchie Constitutionnelle en Roumanie,
- informer les membres sur les actions entreprises par Sa Majesté le Roi Michel et les membres de la Famille Royale,
- soutenir les associations établies en Roumanie avec les mêmes buts que ceux de l'U.P.R.M.,
- informer les milieux politiques, économiques, les médias, les autres associations roumaines en France, les autres communautés roumaines en Occident.

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composée de :

Nicolas Balota, Matei Beldiman, Mihai Brancovean, Ariadna Combes, Mathieu de la Guillonnière, Marie France Ionesco et Dan Adrian Michaloux.

La présidence de l'Union pour le Roi Michel est assurée par Marie France Ionesco, assistée de Mihai Brancovan au Secrétariat Général et Dan Adrian Michaloux en qualité de Trésorier.

Le Monde - 28 avril 1992

BULGARIE

En attendant Siméon II...

BUCAREST

de notre correspondant

A Sofia aussi, l'ombre de l'ex-roi rôde toujours. Malgré l'adoption d'une nouvelle Constitution républicaine et l'élection du philosophe-dissident Jéliou Jelev à la présidence en janvier, l'idée d'une restauration de la monarchie est loin d'être enterrée en Bulgarie.

Siméon II, qui vit en exil à Madrid après avoir dû quitter la Bulgarie en 1946 à l'âge de

neuf ans, au lendemain d'un référendum sur la République, n'est pas revenu dans le pays mais revendique toujours le trône. En juin 1990, le Parlement avait annulé *in extremis* un référendum sur la forme du régime - monarchie ou république - parce qu'une partie de l'opposition, monarchiste et aujourd'hui au pouvoir, avait estimé « prématurée » cette consultation.

Même si, selon les sondages, moins de 20 % des Bulgares se déclarent aujourd'hui en faveur d'un retour du roi, l'idée d'un référendum gagne du terrain dans la classe politique. Le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) de la forte minorité turque (près d'un million de personnes) s'est récemment prononcé en

faveur d'une « monarchie constitutionnelle qui mettrait fin à la lutte pour la suprématie entre les trois centres du pouvoir - Parlement, président et gouvernement ».

Le leader charismatique du MDL, Ahmed Dogan, s'est rendu en mars à Madrid pour rencontrer l'ancien souverain, suivant le président du Parlement Stéfan Savov, ainsi que le leader du puissant syndicat anticommuniste, Pordkrep, M. Constantin Trentchev. L'actuel premier ministre, M. Filip Dimitrov, a, lui, rencontré le fils aîné du roi lors d'un séjour aux Etats-Unis au début de l'année.

Le Parti socialiste (ex-communiste et seconde force politique du pays) s'est aussi prononcé pour un référendum

« qui mette fin aux spéculations sur la monarchie ». Le roi, âgé de cinquante-quatre ans, qui estime « illégitime » le référendum sur la République de 1946, avait appelé les Bulgares à voter « pour la démocratie », c'est-à-dire contre les ex-communistes, lors des élections d'octobre dernier.

Si Siméon de Cobourg-Gotha n'est pas revenu en Bulgarie depuis la chute du régime communiste, bien qu'il ait obtenu un passeport bulgare, sa sœur, la princesse Marie-Louise, s'était rendue à Sofia en mai 1991 et avait réuni des dizaines de milliers de personnes qui l'avaient accueillie dans la capitale bulgare en scandant : « Siméon ! », « Nous voulons notre roi ! »

J.-B. N.

COURRIER

ÉCOLO

La place de choix accordée dans le numéro 44 du *Lys Rouge* à une ligne « royalécolo », n'hésitant pas à se démarquer de l'adhésion de *Royaliste* à la modernité technocratique, m'a vraiment rempli d'aise, d'autant plus que je venais d'énoncer des positions voisines dans une longue lettre à M. Yvan Aumont, expliquant pourquoi je me refusais à renouveler mon abonnement d'essai à *Royaliste*. Je ne suis probablement pas le seul lecteur à avoir trouvé dans la « libre opinion » de Bernard Lhote, partagée par Patrick Louis, l'écho de ce qui lui tient à cœur. Puisse le *Lys Rouge* continuer d'offrir au royalisme un espace où des voix non-conformistes puissent se faire entendre !

Christian ROY

Réponse : Plus que jamais, un vaste débat est nécessaire au sein du royalisme français afin qu'il puisse puiser en lui-même, tout en restant attentif aux courants qui irriguent notre société, les forces indispensables à son renouvellement et à son renforcement. Dans la mesure de ses moyens, le *Lys Rouge* veut y aider, je dirai même que c'est sa raison d'être. Ici, les exclusives et les arguments d'autorité n'ont pas leur place. Toute opinion, pourvu qu'elle soit solidement argumentée, mérite d'être publiée et discutée. Nous laissons l'unanimité aux Jacobins.

Patrick LOUIS

CATHOLICITÉ

Jean Saint Ellier a ouvert un débat intéressant sur la règle de catholicité. Ceci étant, je n'ai

toujours pas compris pourquoi la dite règle « ne peut être retenue comme loi fondamentale du royaume ».

Les États Généraux de Blois ont énoncé en 1577, que « la profession de la religion catholique, apostolique et romaine n'est point seulement l'ancienne coutume, mais la principale et fondamentale loi du Royaume ».

Quelles que soient les digressions de Jean Saint Ellier sur le contexte historique des États Généraux de Blois, il n'en reste pas moins acquis que ces derniers n'ont fait que formaliser la trame mystique du Royaume qui préexiste à la naissance même de la monarchie capétienne. Par son baptême, en l'an 496, Clovis a consacré pour son éternité, le Royaume de France à l'Eglise du Christ. Peut-on imaginer faire l'impasse sur la mission de Jeanne d'Arc et la lieutenance du Christ par Saint-Louis dont on voit mal le rapport avec « le concept politico-religieux espagnol de l'État » ? Je crains que la remise en cause de la règle de catholicité ne s'inscrive en réalité dans un certain et vilain air du temps qui s'attache à ce que la France cesse d'être française et chrétienne.

Le pitoyable spectacle offert par des monarchistes catholiques évoqué malheureusement à juste titre par Jean Saint Ellier ne saurait excuser ses errements sélectifs. Il faut que France et Chrétienté continuent, pour reprendre le mot de Péguy.

Alors souhaitons ou faisons un vœu pieux : celui de voir nos princes se souvenir d'abord qu'ils sont des princes et de faire leur ce magnifique antique et si jeune précepte catholique :

in necessariis unitas

in olubiis libertas

in omnibus caritas.

Hugues TROUSSET

RENDONS A CESAR....

Dans le précédent numéro du *Lys Rouge*, un incident d'imprimerie nous a fait omettre d'indiquer que l'arbre généalogique de la Maison royale de Yougoslavie était extrait de l'excellent livre de Christian Cannuyer « *Les Maisons royales et souveraines d'Europe* ».

C'est maintenant réparé ...

Ce qui nous permet d'enchaîner sur notre page publicité : l'excellent livre de Christian Cannuyer, « *Les Maisons royales et souveraines d'Europe* », est en vente à notre service librairie au prix promotionnel de 285 F (franco de port). Pour ce prix, somme toute assez raisonnable, vous aurez un album magnifique de 276 pages avec 228 illustrations, 51 armoiries, 66 tableaux généalogiques. Le tout est préfacé par le comte de Paris.

Liste des numéros encore disponibles

♦ Numéro 4 - Mai 1979 (poly. 50 p.) : Enquête sur le logement - Etude sur l'enseignement - Vers une nouvelle politique industrielle ?.

Prix franco 10 F

♦ Numéro 5 - Septembre 1979 (poly. 31 p.) : L'aménagement industriel, agricole et touristique du territoire - Dossier énergie : Les sources possibles - Pourquoi le nucléaire ? - Projet pour une réforme des études médicales.

Prix franco 8 F

♦ Numéro 6 - Décembre 1979 (poly. 36 p.) : La Francophonie - Le système monétaire européen - La France est un royaume (Luc de Goustine).

Prix franco 8 F

♦ Numéro 8 - Février 1981 (brochure 35 p.) : Rapport sur la Sécurité sociale - Enquête sur le logement (suite).

Prix franco 8 F

♦ Numéro 15 - Janvier 1983 (brochure 34 p.) : Lettre sur l'avenir du royalisme - Débat sur la politique économique socialiste - Dossier historique sur le royalisme à Lyon dans les années 1830.

Prix franco 12 F

♦ Numéro 23 - Avril 1985 (revue 28 p.) : La France de l'ouverture, débat sur la France et ses immigrés - Quelle tradition ? (suite) le mariage du Prince - Document : «Socialisme monarchique, un texte de Jean-Marc Bourquin en 1947 - Jeanne de France - Débats et polémiques.

Prix franco 13 F

♦ Numéro 25 - 30 Avril 1985 (journal 8 p.) : Quand Mitterrand imite Montand - Dixième anniversaire de la chute de Saigon - Le voyage de Reagan en RFA - L'Afghanistan dans la presse occidentale - Patrons et journalistes.

Prix franco 6 F

♦ Numéro 27 - Août 1985 (revue 34 p.) : Engagez vous ! Faites de la politique ! - Les royalistes et l'Eglise : l'Action Française en Gironde de 1919 à 1939 - Une mauvaise biographie de Louis XVI - Sur le bagne de Nouvelle Calédonie - Les

dangers de la pollution automobile.

Prix franco 13 F

♦ Numéro 37 - Février 1988 (revue 56 p.) : Inquiétude sur une enquête sur le royalisme - Documents pour préparer le congrès de la N.A.R. (Protection sociale, Europe) - Questions/réponses sur minitel - La mort du roi du Laos - Revue de presse des Princes et des monarchies - Hommage à Amédée d'Yvignac - Auguste Comte et le royalisme.

Prix franco 25 F

♦ Numéro 38 - Mai 1988 (revue 38 p.) : Faillite de la politique - Un étrange Burke - Sans-culottes et Nazis - Gustave Thibon : paroles écrites - Les Daudet - Revue de presse : Le roi d'Afghanistan - De Gaulle et le comte de Paris - La NAR inventorie ses archives : la presse royaliste de 1971 à 1988 - Une nouvelle de Marc Desaubiaux : «Le Messager» (1ère partie).

Prix franco 25 F

♦ Numéro 39 - Décembre 1988 (revue 32 p.) : Révolutionner la Commémoration - Revue de presse : le procès du Comte de Clermont contre le duc de Cadix - Pitié pour Scorsese - Polémique sur Gustave Thibon - Histoire du royalisme : le congrès de 1947 - Document : le bulletin des Comités monarchistes de juin à août 1947 - Suite et fin de la nouvelle «Le Messager».

Prix franco 25 F

♦ Numéro 40 - 1er trimestre 1990 (revue 36 p.) : Renaissance du Lys Rouge ! - Enquête : Le «New Age» - Entretien avec Gervais Briot - A l'Est le retour des rois - Petite histoire de la dynastie roumaine - Revue de presse sur Michel de Roumanie - Institutions : Burke et les monarchiens.

Prix franco 25 F

♦ Numéro 41 - 2e trimestre 1990 (revue 36 p.) : Dormez-vous ? - Enquête : L'Albanie sera-t-elle un royaume ? - Histoire et espoirs du «Pays des Aigles» - Entretien avec Skender Zogu : la résistance albanaise - Albanie : documents et revue de presse - Rois et médias - Les Politiques : leur combat face à quatre

siècles d'histoire (1ère partie).

Prix franco 25 F

♦ Numéro 42 - 1er trimestre 1991 (revue 36 p.) : Le temps qui passe - Heurs et malheurs des travaux sur le royalisme français post-1945 - La Syldavie, royaume méconnu ... - Dossier Monarchies orientales : Hommage à S.M. Sri Savang Vatthana, roi du Lane Xang - Thaïlande, un roi demi-dieu - L'empereur du Japon - Document : Souvenirs d'un collaborateur du comte de Paris - Les politiques : leur combat face à quatre siècles d'histoire (2ème partie).

Prix franco 25 F

♦ Numéro 43 - 2ème trimestre 1991 (revue 32 p.) : Des rois à l'Est ? - Entretien avec Alexandre de Yougoslavie - La princesse Marie-Louise à Sofia (revue de presse) - Russie : le culte du Tsar (revue de presse) - Les politiques : leur combat face à quatre siècles d'histoire (3ème et dernière partie).

Prix franco 25 F

♦ Numéro 44 - 3ème trimestre 1991 (revue 36 p.) : Libre opinion d'un royalécolo : La ronde de la Terre - Dossier : Yougoslavie et le retour d'Alexandre - Le retour triomphal - A travers la presse de Belgrade - Entretien avec le Prince héritier - Petite histoire de la Yougoslavie - Plaidoyer pour la Yougoslavie unie (Duc de Saint Bar) - Fac-similé : «Jours Nouveaux» bulletin du Centre d'Etudes socialiste-monarchiste - La presse monarchiste européenne - Débat : à propos de la catholicité.

Prix franco 25 F

« Comme vous pouvez le constater, de nombreux numéros du «Lys Rouge» sont épuisés. Signe du succès de notre entreprise ! Signe aussi de la difficulté d'ajuster les tirages aux besoins. Nous ne saurions trop vous recommander de vous abonner (en réalisant une économie de 50% !). Ainsi nous ne manquerons aucun client, et vous ne manquerez aucun numéro ...